



N° 13-010-XIF au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Troisième trimestre de 2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à: notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (téléphone: (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

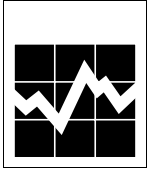
Renseignements pour accéder au produit

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-010-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Troisième trimestre de 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication peut être reproduit, en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux, et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire quelque contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Décembre 2005

N° 13-010-XIF au catalogue, vol.4, no 3

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	5
Politique de révision	5
Révisions dans cette édition.	5
Aperçu.	6
Les exportations reprennent, après la baisse enregistrée au deuxième trimestre	6
Le revenu du travail affiche une autre hausse marquée	7
Les dépenses des consommateurs ralentissent	7
La construction résidentielle neuve stagne	8
Le taux d'épargne nationale augmente	8
Le PIB par industrie : faits saillants pour septembre 2005	8
PIB en termes de revenus et de dépenses	10
Les incitatifs financiers alimentent les exportations de véhicules automobiles	10
Le secteur de l'énergie stimule les bénéfices des sociétés	11
Les dépenses de consommation ralentissent	12
La construction résidentielle neuve stagne	12
L'investissement en usines et matériel demeure vigoureux	13
L'accumulation des stocks ralentit	13
La croissance du revenu du travail continue de s'accélérer	13
PIB par industrie	20
Le secteur de la fabrication perd du terrain malgré une forte demande extérieure	21
L'exploration pétrolière et gazière poursuit sa montée	21
Les voyages internationaux donnent un élan au transport	21
Le fléchissement des ventes de voitures affaiblit le commerce de détail	21
La construction non résidentielle anime le secteur de la construction	21
Profil des industries, troisième trimestre de 2005	22
Balance des paiements internationaux	25
Compte courant	25
Nette augmentation de l'excédent au chapitre des biens	25
Augmentation du déficit au chapitre du revenu de placements	26
Baisse du déficit des services	26
Compte financier	26
L'appétit canadien pour les titres étrangers continue de croître	26
Augmentation des investissements directs à l'étranger	27
Solide rebondissement des investissements directs étrangers au Canada	27
Les investissements étrangers en titres canadiens vont vers les actions	28
Grandes transactions de dépôts et de prêts	29

Flux financiers	32
La demande de fonds des ménages se maintient	32
L'activité de financement des sociétés se raffermi	33
La dette négociable du secteur des administrations publiques diminue	33
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	39
La croissance de la productivité s'accélère dans le secteur des biens	39
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre demeurent stables	40
Une performance similaire des marchés de l'emploi canadien et américain depuis le début de 2005	40
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en dollars américains s'accélèrent	42
Bilan des investissements internationaux	48
Actif : Les investissements directs canadiens à l'étranger diminuent, tandis que les avoirs en obligations étrangères progressent	48
Passif : Bond des investissements directs étrangers au Canada	49
Comptes du bilan national	51
La croissance de la valeur nette ralentit	51
La valeur nette des ménages continue d'augmenter grâce aux actions et aux biens immobiliers résidentiels	51
L'endettement des sociétés diminue	52
Le ratio de la dette des administrations publiques au produit intérieur brut (PIB) est à son point le plus bas des vingt dernières années	52

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie:

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2005.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* du deuxième trimestre, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2001.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 1997.

Aperçu

Troisième trimestre de 2005 et septembre 2005

La croissance économique s'est accélérée légèrement au cours du troisième trimestre, grâce à une reprise marquée des exportations, principalement de produits automobiles et de produits de l'agriculture et de la pêche.

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,9 % au troisième trimestre, comparativement à 0,8 % au deuxième et à 0,5 % au premier.

Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)¹

	Variation	Variation	Variation
		annualisée	d'une
			année à
			l'autre
	%		
Premier trimestre de 2004	0,6	2,6	1,6
Deuxième trimestre de 2004	1,2	5,0	3,1
Troisième trimestre de 2004	0,9	3,5	3,7
Quatrième trimestre de 2004	0,5	2,1	3,3
Premier trimestre de 2005	0,5	2,0	3,2
Deuxième trimestre de 2005	0,8	3,4	2,8
Troisième trimestre de 2005	0,9	3,6	2,8

¹ La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La demande intérieure finale a progressé de 1,0 %, une hausse similaire à celle enregistrée au deuxième trimestre. La vigueur du PIB réel aux deux premiers trimestres a été le fait principalement de la demande intérieure. La croissance enregistrée au troisième trimestre a profité d'une poussée additionnelle des exportations, qui ont augmenté de 2,5 %.

Au troisième trimestre, le secteur de l'énergie a été très actif, ce qui a entraîné une hausse de l'investissement des entreprises, des bénéfices des sociétés, de la production des industries productrices de biens et des prix pour l'ensemble de l'économie. Les fabricants de véhicules automobiles ont aussi connu un bon trimestre, leur production ayant augmenté de 6,0 %.

La production industrielle (production des mines, des usines et des services publics) a connu une hausse de 1,3 %. La production du secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a progressé de 3,2 %, celle du secteur de la fabrication de 0,8 % et celle des services publics de 0,4 %.

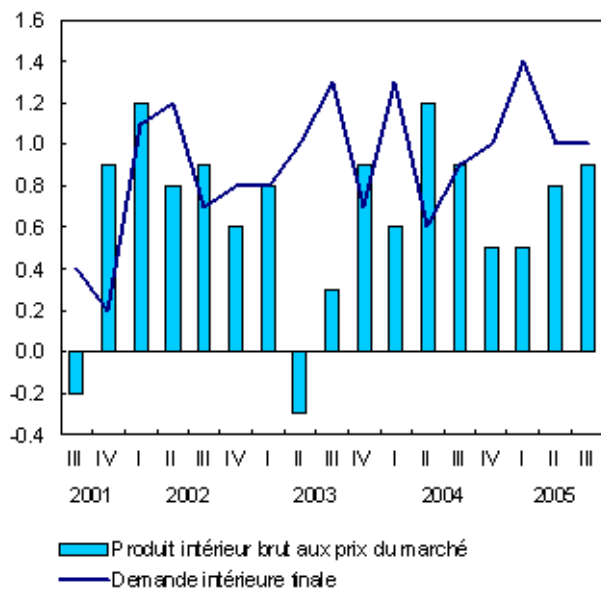
Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice des prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 1,9 % au troisième trimestre, la hausse trimestrielle la plus importante depuis le début des années 80. Si on fait abstraction de l'énergie, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 0,5 %.

Dans l'ensemble, en septembre, la production économique est demeurée inchangée, après avoir connu une hausse de 0,5 % en août et de 0,3 % en juillet.

L'économie canadienne a affiché un taux de croissance annualisé de 3,6 % au troisième trimestre de l'année, par rapport à 3,4 % pour le trimestre précédent.

Le PIB continue de s'accélérer

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)

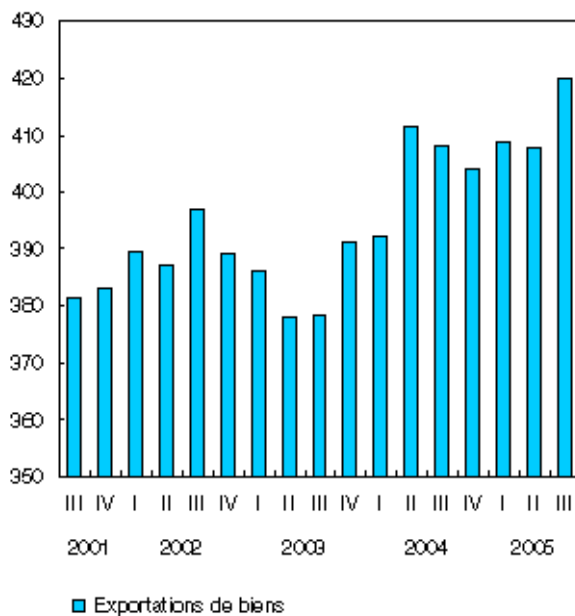


Les exportations reprennent, après la baisse enregistrée au deuxième trimestre

Les ventes de véhicules automobiles au sud de la frontière, alimentées par les incitatifs financiers offerts, ont eu des répercussions substantielles sur les exportations canadiennes. Un bond de 7,0 % des exportations de produits automobiles a contribué à faire progresser les exportations totales de 2,5 %, par suite de la baisse de 0,2 % enregistrée au deuxième trimestre, et elle est bien supérieure à celle de 1,3 % enregistrée au premier.

Forte hausse des exportations

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Le secteur des ressources a lui aussi été vigoureux au troisième trimestre, les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche et de produits de l'énergie ayant affiché d'excellents résultats. Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont atteint un sommet au troisième trimestre (+6,4 %), en raison notamment de l'assouplissement en juillet des restrictions s'appliquant aux exportations de bovins canadiens vivants.

Une des seules ombres à ce tableau par ailleurs très optimiste demeure le secteur forestier, dont les exportations ont diminué de 0,5 %, soit une cinquième baisse trimestrielle consécutive. La production du secteur des produits en bois, à l'exclusion des scieries (-5,2 %) et des produits de papier (-0,9 %) a diminué.

L'effervescence du secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a contribué à rehausser la production des industries productrices de biens. Cette augmentation, combinée à une hausse de 4,9 % de la production de véhicules automobiles et de 2,8 % de celle de pièces pour véhicules automobiles, a fait en sorte que la croissance des industries productrices de biens (+1,3 %) a devancé celle du secteur des services (+0,9 %) pour la première fois cette année.

La production du secteur de la fabrication a augmenté de 0,8 % au troisième trimestre. Seulement 9 des 21 grands groupes ont progressé, représentant 51 % de la production totale du secteur de la fabrication. Les principaux responsables sont le matériel de transport (+3,1 %), les produits chimiques (+2,3 %) et les produits en plastique (+2,8 %).

Le revenu du travail affiche une autre hausse marquée

La croissance globale des salaires et traitements est demeurée élevée au troisième trimestre et elle est en hausse de façon constante depuis plus d'un an. Une part importante de cette progression provient des industries de service, où la hausse des salaires et traitements a dépassé celle des industries productrices de biens pour chacun des trois derniers trimestres.

Même si la croissance des salaires et traitements dans les industries productrices de biens a été modérée en 2005, le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a connu des hausses vertigineuses. Les pénuries de main-d'œuvre dans cette industrie et la vigueur de l'économie ont fait augmenter les gains hebdomadaires moyens, les salaires et traitements ayant progressé en moyenne de 3,1 % par trimestre en 2005, comparativement à 1,5 % pour toutes les industries.

Les dépenses des consommateurs ralentissent

Les dépenses personnelles, qui ont été la principale source de la croissance du PIB pendant la majeure partie de l'année, ont poursuivi leur ralentissement au troisième trimestre (+0,6 %), après avoir affiché d'excellents résultats au premier trimestre.

Produit intérieur brut réel, aux prix de base

	Avril 2005 ^r	Mai 2005 ^r	Juin 2005 ^r	Juillet 2005 ^r	Août 2005 ^r	Septembre 2005 ^p
	Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %					
Ensemble des industries	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	-0,0
Industries productrices de biens	0,5	0,7	-0,1	0,6	1,0	-0,3
Industries productrices de services	0,4	0,2	0,5	0,2	0,3	0,1
Production industrielle	0,4	0,8	-0,3	0,5	1,2	-0,5
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2,8	1,6	-3,0	4,1	0,6	0,7
Commerce de gros	0,6	1,2	0,7	-1,0	1,5	1,2
Commerce de détail	1,3	-1,3	1,0	1,2	-1,3	-1,5

^r Données révisées

^p Données provisoires

L'été chaud a fait augmenter les dépenses au chapitre de l'électricité, qui ont progressé de 1,9 % au troisième trimestre. Par ailleurs, les achats d'aliments et boissons non alcoolisées, de médicaments et articles de pharmacie et de matériel de loisirs ont tous connu des augmentations trimestrielles importantes, ce qui a contribué à la croissance globale.

Une vague d'incitatifs financiers offerts par les concessionnaires automobiles a contribué à alimenter les dépenses personnelles au chapitre des véhicules automobiles neufs, qui ont progressé de 1,4 %, la croissance ayant eu lieu en juillet. Une part importante de la hausse est attribuable aux achats de véhicules à haut rendement énergétique, le bond des prix de l'essence à la fin d'août et au début de septembre ayant entraîné une baisse des achats de véhicules utilitaires sport (VUS).

Les dépenses personnelles en vêtements et en articles d'ameublement ont connu un ralentissement considérable au cours des deux derniers trimestres. Après huit trimestres de croissance soutenue, les dépenses personnelles en meubles, tapis et autres revêtements de sol sont maintenant en baisse depuis deux trimestres consécutifs, avec un recul de 1,0 % au troisième trimestre.

La construction résidentielle neuve stagne

La baisse des dépenses personnelles en articles d'ameublement a été le résultat en partie du ralentissement du marché du logement, la production du secteur de la construction résidentielle ayant diminué de 0,2 %, sa deuxième baisse trimestrielle cette année. La valeur globale de la construction de logements neufs a reculé de 2,7 % par rapport au sommet atteint au quatrième trimestre de 2004.

Même si les ventes de logements neufs ont baissé de façon significative au cours du trimestre, les ventes de maisons existantes sont demeurées vigoureuses. Les coûts de transfert de propriété ont affiché trois trimestres consécutifs de croissance extraordinaire, avec une hausse de 4,7 % au troisième trimestre, après un bond de 7,3 % au deuxième et d'une hausse de 2,6 % au premier.

La croissance globale de l'investissement des entreprises a poursuivi son ascension soutenue. Le ralentissement de la croissance de l'investissement résidentiel a été plus que contrebalancé par une accélération de la croissance des ouvrages non résidentiels et de l'équipement, d'importants investissements s'étant produits dans le secteur du pétrole et du gaz.

Le taux d'épargne nationale augmente

Le taux d'épargne nationale s'est établi à 12,3 % au troisième trimestre, comparativement à 11,0 % au deuxième. Une hausse marquée de l'épargne du secteur des sociétés a été à la source de la croissance. Pour plus de renseignements sur le calcul du taux d'épargne nationale et sur le rapport entre l'épargne des différents secteurs de l'économie, voir *Tendances sur le plan de l'épargne et du prêt net dans les comptes nationaux*.

Le PIB par industrie : faits saillants pour septembre 2005

La croissance économique a stagné en septembre, après une hausse de 0,5 % en août. La production industrielle (production des usines, des mines et des services publics) a reculé de 0,5 %, en raison de la faiblesse du secteur de la fabrication, les secteurs des mines et des services publics ayant tous les deux progressé.

La production du secteur de la fabrication a reculé de 1,0 %, les baisses les plus marquées ayant été enregistrées par les fabricants de matériel de transport (-2,0 %), de machines (-2,7 %) et de produits chimiques (-2,2 %). La fabrication de produits métalliques, et des produits de plastique ont toutes deux enregistré des hausses significatives.

Le secteur de l'énergie a connu une hausse de 0,6 % en septembre, en raison principalement des activités d'exploration pétrolière et gazière (+4,9 %), de la production d'électricité (+1,3 %) et du transport de gaz naturel par gazoduc (+0,9 %). Toutefois, l'extraction de pétrole et de gaz a connu une baisse légère de 0,1 %.

Les ventes au détail de véhicules automobiles neufs ont affiché des replis importants en août et en septembre, après avoir bondi en juillet. Cette baisse a coïncidé avec la fin des programmes d'incitatifs financiers spéciaux offerts par les fabricants d'automobiles. De ce fait, le secteur du commerce de détail a reculé de 1,5 % en septembre, les activités au détail à l'exclusion de celles touchant les concessionnaires de véhicules automobiles neufs ayant progressé de 0,9 %. L'activité du secteur du commerce de gros, par ailleurs, a connu une hausse de 1,2 %, en raison principalement de la vigueur des ventes de véhicules automobiles. Si l'on exclut les véhicules automobiles et les pièces, le commerce de gros n'a progressé que de 0,4 %.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	641 204	647 288	654 312	662 108	672 360	683 824	617 753	643 964
	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>4,2</i>	<i>4,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	177 176	178 804	181 484	183 508	189 512	199 820	147 592	175 148
	<i>8,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>3,3</i>	<i>5,4</i>	<i>8,7</i>	<i>18,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	55 380	57 112	57 312	57 236	57 276	60 592	50 223	55 408
	<i>6,9</i>	<i>3,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>5,8</i>	<i>6,5</i>	<i>10,3</i>
Revenu net des entreprises individuelles	83 712	85 068	85 296	85 320	85 732	86 480	78 438	83 893
	<i>2,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>4,4</i>	<i>7,0</i>
Impôts moins subventions	148 568	150 276	151 212	152 628	155 044	155 052	141 424	148 682
	<i>2,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>	<i>2,1</i>	<i>5,1</i>
Revenu personnel disponible	747 232	751 336	757 772	761 236	770 940	783 064	719 553	747 496
	<i>1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>3,7</i>	<i>3,9</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,9	1,4	1,0	-0,5	-0,6	-0,2	2,4	1,4

désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	637 204	642 702	648 794	658 945	664 099	668 127	619 401	640 630
	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	209 664	210 713	211 801	212 765	215 412	217 718	204 593	210 049
	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe	237 551	241 206	245 637	250 025	253 038	257 810	225 199	240 150
	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>5,9</i>	<i>6,6</i>
Investissements en stocks	2 367	17 458	22 370	16 184	13 033	11 895	11 065	11 535

Exportations de biens et services	469 204	465 940	462 289	468 441	467 280	478 932	439 784	461 675
	<i>4,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,5</i>	<i>-2,1</i>	<i>5,0</i>
Importations de biens et services	433 860	446 727	455 772	465 935	463 662	474 014	406 664	439 619
	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>4,1</i>	<i>8,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 121 455	1 131 229	1 137 256	1 143 034	1 152 559	1 162 865	1 092 388	1 124 428
	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	330 763	335 635	336 330	336 294	337 146	341 627	319 035	332 217
	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>4,1</i>
Production industrielle	246 514	250 084	250 505	250 021	249 888	253 014	238 271	247 374
	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>3,8</i>
Secteur de l'énergie	63 153	62 867	63 582	62 588	63 116	64 676	61 970	63 109
	<i>0,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>2,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>
Fabrication	179 064	183 247	182 866	183 547	182 586	184 086	172 090	180 070
	<i>2,3</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>4,6</i>
Fabrication de biens non durables	73 489	74 617	74 096	73 487	72 916	73 568	72 264	73 714
	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,0</i>
Fabrication de biens durables	105 352	108 400	108 539	109 825	109 434	110 280	99 619	106 132
	<i>3,0</i>	<i>2,9</i>	<i>0,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>6,5</i>
Construction	60 287	60 813	61 510	62 292	63 032	63 795	58 026	60 689
	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>5,6</i>	<i>4,6</i>
Industries productrices de services	707 061	712 389	716 314	722 786	729 860	736 263	690 777	709 357
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>2,7</i>
Commerce de gros	61 788	62 952	63 958	65 056	66 586	67 429	59 157	62 306
	<i>2,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,3</i>	<i>4,6</i>	<i>5,3</i>
Commerce de détail	58 900	59 811	60 341	61 727	62 380	62 449	57 206	59 405
	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>2,6</i>	<i>3,8</i>
Transport et entreposage	49 781	50 068	50 547	50 892	51 255	52 313	47 665	49 804
	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>0,7</i>	<i>4,5</i>
Finance, assurances, services immobiliers et de location	205 949	207 075	208 219	210 256	212 321	214 678	199 480	206 340
	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>3,4</i>
Technologies de l'information et des communications	57 651	58 616	59 190	60 233	61 128	61 705	55 698	58 112
	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>4,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

Troisième trimestre de 2005

Un bond de 2,5 % des exportations a entraîné une hausse de 0,9 % du produit intérieur brut (PIB) réel au troisième trimestre, après une augmentation de 0,8 % au deuxième. La reprise de l'investissement des entreprises et une croissance modérée des dépenses personnelles ont aussi contribué à la croissance globale.

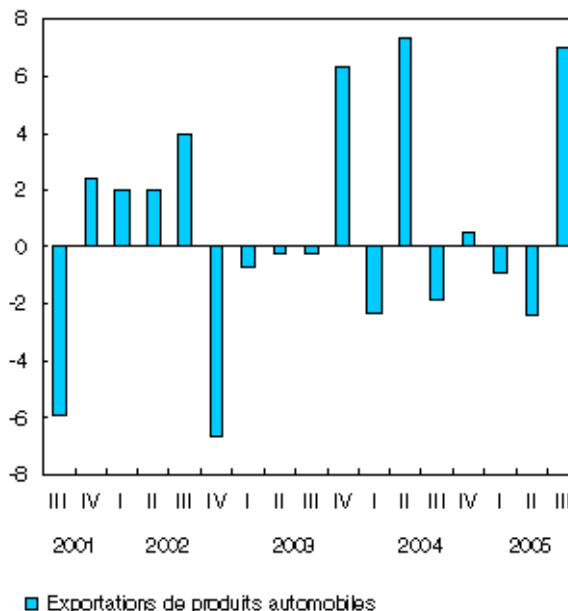
Les incitatifs financiers alimentent les exportations de véhicules automobiles

Les ventes de véhicules automobiles au sud de la frontière, alimentées par les incitatifs financiers offerts, ont eu des répercussions substantielles sur les exportations canadiennes. Les exportations de produits automobiles ont connu une hausse de 7,0 %, s'apparentant aux augmentations trimestrielles importantes enregistrées en 2003 et 2004. Au cours des trois dernières années, la croissance des exportations de produits automobiles a été irrégulière, un trimestre de croissance importante chaque année entouré par trois trimestres de croissance faible ou négative. Au cours de cette période, les ventes aux États-Unis, la principale destination des produits canadiens de l'automobile, ont été stimulées par un certain nombre de programmes d'incitatifs vigoureux et par l'arrivée sur le marché de nouveaux modèles, ce qui semble avoir été à l'origine de fluctuations importantes des exportations canadiennes.

Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont grimpé en flèche au troisième trimestre (+6,4 %), du fait de l'assouplissement en juillet des restrictions frontalières s'appliquant aux exportations de bovins canadiens vivants. Les exportations de produits de l'énergie et de produits industriels ont repris, après les baisses enregistrées au trimestre précédent, tandis que celles de machines et de matériel et d'autres biens de consommation ont reculé, après deux trimestres de croissance soutenue.

Les exportations de produits automobiles s'élancent sur les chapeaux de roue

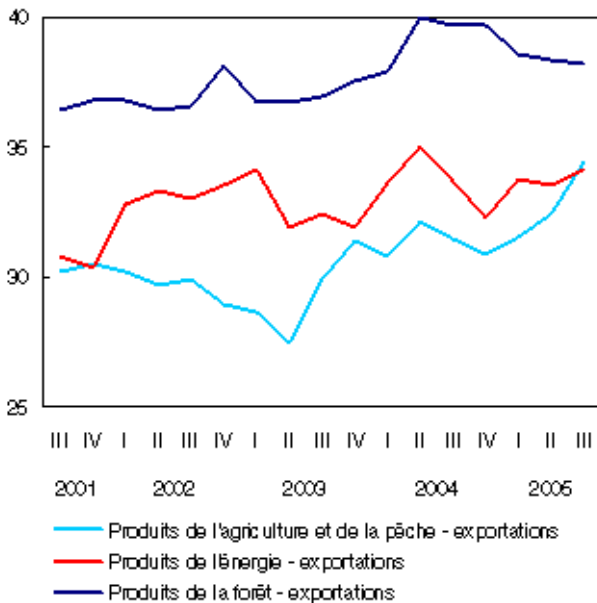
Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



Même si les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont connu plusieurs trimestres successifs de croissance, il en va autrement du secteur forestier, qui connaît des moments difficiles. Les exportations de produits de la forêt ont diminué de 0,5 % au troisième trimestre de 2005 et sont maintenant en baisse depuis cinq trimestres.

Les secteurs des ressources n'ont pas tous un bon rendement

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Même si on a fait grand cas de la croissance vertigineuse du secteur de l'énergie, une part importante de celle-ci est attribuable aux prix. En fait, depuis le milieu de 2003, ce sont les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche qui ont affiché la croissance réelle la plus importante, progressant en moyenne de 2,6 % par trimestre, comparativement à 0,8 % pour les produits de l'énergie. La réouverture partielle de la frontière américaine aux exportations de boeuf désossé canadien en septembre 2003 ainsi que le retour à des niveaux plus normaux de production de céréales et d'oléagineux après deux années de sécheresses consécutives dans l'Ouest canadien (2001 et 2002) ont grandement contribué à cette croissance.

Le secteur de l'énergie stimule les bénéfices des sociétés

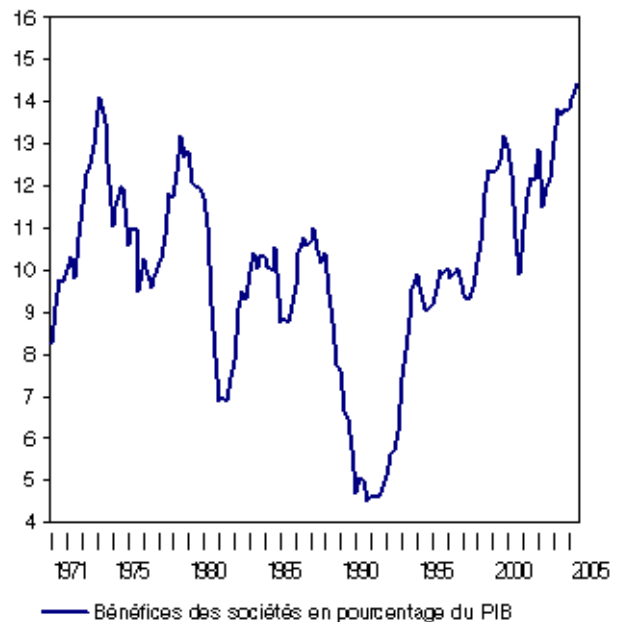
L'augmentation des prix de l'énergie a eu des répercussions significatives sur les bénéfices des sociétés. Ces derniers ont affiché une forte hausse ce trimestre (+5,4 %), supérieure à celle de 3,3 % enregistrée au trimestre précédent, 2005 se révélant être une bonne année pour les secteurs des mines et des combustibles minéraux. Les fabricants ont aussi vu leurs bénéfices progresser légèrement, en raison de la vigueur des industries de fabrication de produits du pétrole et du charbon et de fabrication de véhicules et de pièces automobiles. Les bénéfices des industries financières se sont accélérés ce trimestre.

Les dépenses des sociétés ont ralenti au troisième trimestre (+2,1 %) et, par conséquent, leur épargne s'est accrue démesurément (+16 %). L'épargne des sociétés se maintient au-dessus de la marque des 100 milliards de dollars depuis deux trimestres consécutifs. Les sociétés ont plus que triplé leur taux d'acquisition de capital fixe (+4,4 %) ce trimestre, les hausses trimestrielles étant de 2,8 % en moyenne jusqu'à maintenant cette année. La situation de prêt net du secteur des sociétés s'est raffermie (+14,6 %), et elle est maintenant supérieure de 44 % au niveau affiché au quatrième trimestre de 2004.

Depuis le début de 2002, les bénéfices des sociétés ont représenté une part sans cesse croissante du PIB total, passant de 11 % en 2002 à 14 % au troisième trimestre de 2005. Les récentes hausses en série des prix de l'énergie et des métaux ont eu beaucoup à voir avec cette dernière montée en flèche.

Les bénéfices des sociétés représentent une part plus grande du revenu total

%, estimations trimestrielles, 1971 - 2005



Les dépenses de consommation ralentissent

Après un premier trimestre vigoureux (+1,6 %), la croissance des dépenses personnelles a ralenti ces derniers trimestres, augmentant de 0,6 % au troisième trimestre. Ce ralentissement a été généralisé, la croissance de la plupart des catégories de dépenses ayant diminué.

La consommation d'électricité a fait un bond de 1,9 %, les Canadiens ayant utilisé leurs climatiseurs pour parer aux effets d'un été inhabituellement chaud. Une vague d'incitatifs financiers offerts par les concessionnaires de véhicules automobiles a aussi alimenté les achats de véhicules automobiles neufs, qui ont augmenté de 1,4 %. La majorité de cette hausse est attribuable aux achats plus nombreux de véhicules de passagers compacts et sous-compacts, la hausse des prix du carburant ayant dissuadé les consommateurs d'acheter des VUS.

Les achats de meubles et d'autres articles d'ameublement, ainsi que de vêtements et de chaussures, qui avaient tous augmenté de façon substantielle au premier trimestre, se sont stabilisés. Les achats de meubles, d'accessoires d'ameublement et d'équipement ménager ont progressé de 0,3 %, après une croissance de 1,0 % au deuxième trimestre et de 2,3 % au premier, tandis que les achats de vêtements ont diminué de 0,4 %.

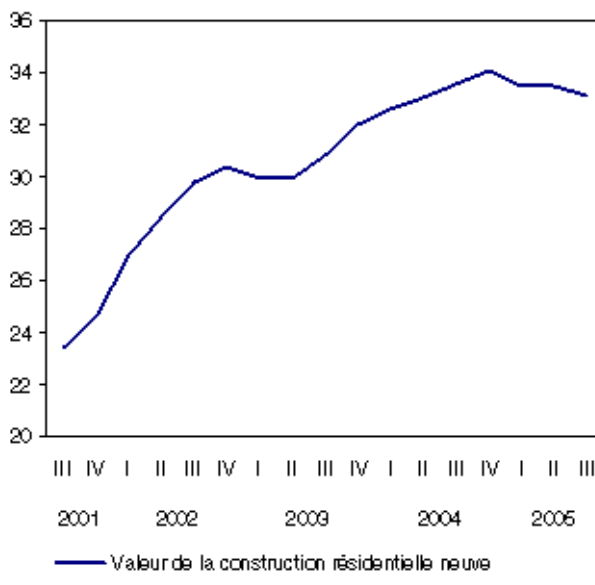
La construction résidentielle neuve stagne

L'investissement dans la construction résidentielle a ralenti considérablement en 2005, après six années de croissance soutenue. Les activités de rénovations ont vu leur rythme diminuer ce trimestre, pour se situer à 1,1 %, soit seulement la moitié de celui enregistré au deuxième trimestre, et un rythme inférieur à la moyenne de 2,6 % enregistrée en 2004. Un ralentissement des activités de rénovations, assorti d'une réduction des ventes de maisons neuves, a eu des effets généralisés dans l'ensemble de l'économie, faisant baisser les bénéfices des secteurs de la construction, du commerce de détail et de la finance.

La valeur de la construction résidentielle neuve a diminué de 1,1 % au troisième trimestre et est maintenant en baisse de 2,7 % depuis le quatrième trimestre de 2004. Ces baisses ont été contrebalancées par une autre hausse importante des coûts de transfert de propriété, qui ont progressé de 4,7 %, ce qui a contribué à une augmentation de 0,7 % de l'investissement total dans les bâtiments résidentiels.

La construction résidentielle neuve piétine

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Alors que l'investissement résidentiel a connu un ralentissement, l'investissement dans les ouvrages non résidentiels connaît un nouvel élan. L'investissement des entreprises dans la construction non résidentielle a augmenté de 2,9 % au troisième trimestre et est maintenant supérieur de 8,2 % au niveau enregistré au quatrième trimestre de 2004. Cela dépasse de loin le rythme annuel de 0,8 % enregistré en 2004.

L'investissement résidentiel et l'investissement non résidentiel ont affiché des modèles de croissance assez différents au cours des cinq dernières années. En 2001, les niveaux d'investissement trimestriel dans les ouvrages résidentiels et non résidentiels étaient similaires, se situant à environ 49 milliards de dollars. Depuis, l'investissement dans la construction résidentielle a connu une croissance plus rapide que celui dans la construction non résidentielle. Pour une analyse détaillée des cycles d'investissement résidentiel et non résidentiel, voir l'article « Cycles longs d'investissement des entreprises », publié dans le numéro de septembre de l'Observateur économique canadien.

L'investissement en usines et matériel demeure vigoureux

Depuis le début de 2005, les entreprises ont accru leur investissement en usines et matériel, affichant une croissance trimestrielle moyenne de 2,4 %, comparativement à 1,3 % en 2004. L'investissement des entreprises dans les machines et le matériel est revenu au rythme de 3,0 % atteint au premier trimestre, s'apparentant au profil d'investissement vigoureux de la dernière moitié de 2004. Les achats de machines industrielles ont rebondi (+5,5 %), ce qui représente un renversement par rapport à la baisse affichée au trimestre précédent. Les achats d'automobiles et de camions ont ralenti ce trimestre, mais ils ont été contrebalancés par des hausses des achats d'autre équipement de transport, qui sont demeurés vigoureux tout au long de la première moitié de 2005.

L'accumulation des stocks ralentit

Les stocks des entreprises (à l'exclusion des stocks agricoles) ont augmenté de 9,4 milliards de dollars au cours du trimestre, ce qui est inférieur à l'accumulation enregistrée au deuxième trimestre. Les stocks de biens durables des fabricants et des grossistes ont augmenté de façon substantielle au troisième trimestre, tandis que les stocks de biens durables des détaillants ont été réduits.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'économie dans son ensemble est resté inchangé, les stocks étant suffisants pour satisfaire 62 jours de vente.

La croissance du revenu du travail continue de s'accélérer

La croissance du revenu du travail s'est accélérée de façon continue depuis le quatrième trimestre de 2004. La dernière série de hausses a été la plus importante depuis 2000, année pendant laquelle le revenu avait fait un bond, par suite d'un raffermissement dans les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, des finances, de l'assurance et de l'immobilier ainsi que de l'administration fédérale, en raison du versement de paiements d'équité salariale importants.

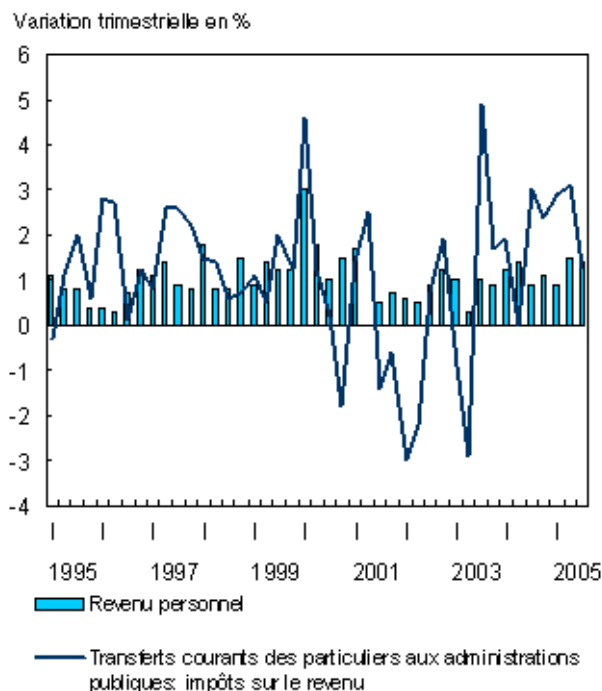
La majeure partie des gains en 2005 a été enregistrée par la finance, les assurances et l'immobilier, par les services professionnels et personnels ainsi que par l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz. Les salaires et traitements ont affiché des hausses trimestrielles moyennes de 3,1 % en 2005 dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, comparativement à 2,3 % en 2004. La croissance des salaires et traitements dans les industries productrices de services a dépassé celle des industries productrices de biens pour un deuxième trimestre d'affilée, ayant été de plus de 2 % pour la finance, les assurances et l'immobilier, pour les services professionnels et personnels et pour les services de soins de santé.

Bien que l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz de même que les services professionnels et personnels aient obtenu de bons résultats au cours des dernières années, il en va autrement du secteur de la fabrication, dont la contribution aux salaires et traitements totaux a diminué, passant de 17,3 % en 2000 à 14,7 % au troisième trimestre de 2005.

L'impôt sur le revenu des particuliers a connu un ralentissement ce trimestre, n'augmentant que de 1,3 %, après quatre trimestres de croissance soutenue supérieure à 2 %.

L'impôt sur le revenu des particuliers a augmenté beaucoup plus rapidement que le revenu personnel depuis le milieu de 2004. Cela vient notamment du fait que l'impôt sur le revenu des particuliers rend compte de tous les impôts versés au moyen de retenues à la source, notamment la Contribution-santé de l'Ontario, qui a vu le jour en juillet 2004, de même que l'impôt sur le revenu de retraite des régimes de pension et sur les gains en capital, et non pas uniquement de l'impôt sur les salaires et traitements. Cela a pour résultat que la croissance de l'impôt sur le revenu des particuliers comporte un degré de variabilité plus grand que celle du revenu personnel.

Revenu personnel et impôts sur le revenu des particuliers



Les dépenses des particuliers ont connu un ralentissement, par suite des transferts gouvernementaux plus faibles, mais les dépenses personnelles ont suivi la tendance du revenu personnel, leur croissance s'apparentant à celle enregistrée au trimestre précédent (+1,2 %).

En raison de la réduction des dépenses, le revenu personnel disponible a augmenté de 1,6 %, comparativement à 1,3 % au dernier trimestre. Il s'agit d'une hausse bien supérieure à celle de 0,5 % enregistrée au premier trimestre. Le taux d'épargne du secteur des particuliers et des ménages s'est situé légèrement en deçà de zéro.

Le taux d'épargne nationale s'est établi à 12,3 % au troisième trimestre, comparativement à 11,0 % au deuxième. Une hausse marquée de l'épargne du secteur des sociétés a été à l'origine de la croissance. Pour plus de renseignements sur le calcul du taux d'épargne nationale et du rapport entre l'épargne des différents secteurs de l'économie, voir « Tendances sur le plan de l'épargne et du prêt net dans les comptes nationaux » (www.statcan.ca/francais/research/13-604-MIF/13-604-MIF2005049.pdf).

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	641 204 <i>1,3</i>	647 288 <i>0,9</i>	654 312 <i>1,1</i>	662 108 <i>1,2</i>	672 360 <i>1,5</i>	683 824 <i>1,7</i>	617 753 <i>4,2</i>	643 964 <i>4,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	177 176 <i>8,6</i>	178 804 <i>0,9</i>	181 484 <i>1,5</i>	183 508 <i>1,1</i>	189 512 <i>3,3</i>	199 820 <i>5,4</i>	147 592 <i>8,7</i>	175 148 <i>18,7</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	11 324 <i>-4,3</i>	12 084 <i>6,7</i>	12 124 <i>0,3</i>	12 956 <i>6,9</i>	12 788 <i>-1,3</i>	13 568 <i>6,1</i>	11 630 <i>0,9</i>	11 842 <i>1,8</i>
Intérêts et revenus divers de placements	55 380 <i>6,9</i>	57 112 <i>3,1</i>	57 312 <i>0,4</i>	57 236 <i>-0,1</i>	57 276 <i>0,1</i>	60 592 <i>5,8</i>	50 223 <i>6,5</i>	55 408 <i>10,3</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	2 828 <i>27,4</i>	3 364 <i>19,0</i>	3 052 <i>-9,3</i>	1 908 <i>-37,5</i>	1 276 <i>-33,1</i>	928 <i>-27,3</i>	1 280 <i>49,7</i>	2 866 <i>123,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	80 884 <i>2,0</i>	81 704 <i>1,0</i>	82 244 <i>0,7</i>	83 412 <i>1,4</i>	84 456 <i>1,3</i>	85 552 <i>1,3</i>	77 158 <i>3,9</i>	81 027 <i>5,0</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-5 856 <i>...</i>	796 <i>...</i>	2 828 <i>...</i>	-944 <i>...</i>	-2 424 <i>...</i>	4 540 <i>...</i>	5 075 <i>...</i>	-1 669 <i>...</i>
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	58 508 <i>1,6</i>	58 672 <i>0,3</i>	59 160 <i>0,8</i>	59 092 <i>-0,1</i>	59 952 <i>1,5</i>	60 200 <i>0,4</i>	56 376 <i>4,4</i>	58 479 <i>3,7</i>
Produit intérieur net aux prix de base	1 021 448 <i>2,7</i>	1 039 824 <i>1,8</i>	1 052 516 <i>1,2</i>	1 059 276 <i>0,6</i>	1 075 196 <i>1,5</i>	1 109 024 <i>3,1</i>	967 087 <i>5,9</i>	1 027 065 <i>6,2</i>
Impôts moins subventions, sur produits	90 060 <i>3,4</i>	91 604 <i>1,7</i>	92 052 <i>0,5</i>	93 536 <i>1,6</i>	95 092 <i>1,7</i>	94 852 <i>-0,3</i>	85 048 <i>0,6</i>	90 203 <i>6,1</i>
Provisions pour consommation de capital	171 540 <i>1,5</i>	173 552 <i>1,2</i>	175 408 <i>1,1</i>	177 456 <i>1,2</i>	179 780 <i>1,3</i>	181 972 <i>1,2</i>	163 602 <i>4,9</i>	172 362 <i>5,4</i>
Divergence statistique	1 220 <i>...</i>	504 <i>...</i>	-1 368 <i>...</i>	-512 <i>...</i>	-1 604 <i>...</i>	92 <i>...</i>	454 <i>...</i>	555 <i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 284 268 <i>2,5</i>	1 305 484 <i>1,7</i>	1 318 608 <i>1,0</i>	1 329 756 <i>0,8</i>	1 348 464 <i>1,4</i>	1 385 940 <i>2,8</i>	1 216 191 <i>5,4</i>	1 290 185 <i>6,1</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	717 384	724 980	734 376	748 228	758 268	767 396	687 791	721 235
	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>4,8</i>	<i>4,9</i>
Biens durables	94 412	95 236	96 964	99 596	100 452	101 368	93 600	95 075
	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>2,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>
Biens semi-durables	61 188	62 116	62 140	64 000	64 628	64 772	58 642	61 515
	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>3,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>2,7</i>	<i>4,9</i>
Biens non durables	176 340	178 728	182 132	185 052	187 712	192 560	168 502	177 572
	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>2,6</i>	<i>6,4</i>	<i>5,4</i>
Services	385 444	388 900	393 140	399 580	405 476	408 696	367 047	387 073
	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>5,3</i>	<i>5,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	248 040	249 356	252 176	256 292	262 100	266 200	236 631	248 534
	<i>1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>	<i>1,6</i>	<i>5,7</i>	<i>5,0</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	33 116	33 272	33 380	33 904	34 304	34 672	30 953	33 091
	<i>1,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>4,1</i>	<i>6,9</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	260	156	-256	20	84	-16	15	21
Formation brute de capital fixe des entreprises	224 716	228 744	231 452	237 416	242 664	247 076	207 120	225 867
	<i>2,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>2,6</i>	<i>2,2</i>	<i>1,8</i>	<i>5,8</i>	<i>9,1</i>
Bâtiments résidentiels	83 016	84 876	86 516	87 128	89 388	90 472	72 971	83 557
	<i>4,0</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,2</i>	<i>11,0</i>	<i>14,5</i>
Ouvrages non résidentiels	56 652	57 828	58 500	60 708	62 576	64 836	53 883	57 139
	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>3,8</i>	<i>3,1</i>	<i>3,6</i>	<i>7,8</i>	<i>6,0</i>
Machines et matériel	85 048	86 040	86 436	89 580	90 700	91 768	80 266	85 171
	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>3,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>6,1</i>
Investissement des entreprises en stocks	-1 276	13 636	19 436	12 620	8 464	7 096	7 239	7 758
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	-2 708	12 088	17 636	11 428	7 428	6 532	6 018	6 262
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricoles	1 432	1 548	1 800	1 192	1 036	564	1 221	1 496
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	507 364	505 948	490 136	496 556	505 484	530 996	461 266	492 580
	<i>8,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>-3,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>5,0</i>	<i>-3,5</i>	<i>6,8</i>
Biens	443 740	442 276	425 736	430 724	439 648	464 808	400 176	429 140
	<i>9,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-3,7</i>	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>	<i>5,7</i>	<i>-3,4</i>	<i>7,2</i>
Services	63 624	63 672	64 400	65 832	65 836	66 188	61 090	63 440
	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>2,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-4,6</i>	<i>3,8</i>
Moins: Importations de biens et services	444 116	450 100	443 460	455 792	464 504	467 388	414 370	438 346
	<i>6,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-3,1</i>	<i>5,8</i>
Biens	367 712	375 832	368 000	378 980	385 396	389 676	342 611	363 079
	<i>7,9</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>3,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>-4,0</i>	<i>6,0</i>
Services	76 404	74 268	75 460	76 812	79 108	77 712	71 759	75 267
	<i>2,0</i>	<i>-2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>3,0</i>	<i>-1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>4,9</i>
Divergence statistique	-1 220	-508	1 368	512	1 600	-92	-454	-555
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 284 268	1 305 484	1 318 608	1 329 756	1 348 464	1 385 940	1 216 191	1 290 185
	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>2,8</i>	<i>5,4</i>	<i>6,1</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 223 256</i>	<i>1 236 352</i>	<i>1 251 384</i>	<i>1 275 840</i>	<i>1 297 336</i>	<i>1 315 344</i>	<i>1 162 495</i>	<i>1 228 727</i>
	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>5,1</i>	<i>5,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	637 204	642 702	648 794	658 945	664 099	668 127	619 401	640 630
	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>
Biens durables	97 320	98 552	100 130	102 660	104 169	104 934	95 189	98 119
	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>3,1</i>
Biens semi-durables	59 140	60 337	60 344	61 972	62 670	62 643	56 474	59 583
	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>3,4</i>	<i>5,5</i>
Biens non durables	142 697	143 747	145 154	147 055	146 895	147 894	140 349	143 583
	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>2,3</i>	<i>2,3</i>
Services	339 036	341 202	344 352	348 713	352 101	354 370	328 208	340 385
	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	209 664	210 713	211 801	212 765	215 412	217 718	204 593	210 049
	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 635	31 614	31 894	32 324	32 288	32 417	30 237	31 722
	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>4,5</i>	<i>4,9</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	224	136	-216	16	68	-12	14	19

Formation brute de capital fixe des entreprises	205 996	209 654	213 796	217 750	220 784	225 414	195 047	208 500
	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>6,2</i>	<i>6,9</i>
Bâtiments résidentiels	66 017	67 165	68 019	67 737	69 019	69 489	61 436	66 562
	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>6,2</i>	<i>8,3</i>
Ouvrages non résidentiels	47 815	48 018	48 124	49 737	50 633	52 081	47 534	47 936
	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>3,4</i>	<i>1,8</i>	<i>2,9</i>	<i>5,7</i>	<i>0,8</i>
Machines et matériel	91 675	94 175	97 838	100 877	101 512	104 533	85 415	93 754
	<i>0,4</i>	<i>2,7</i>	<i>3,9</i>	<i>3,1</i>	<i>0,6</i>	<i>3,0</i>	<i>6,4</i>	<i>9,8</i>
Investissement des entreprises en stocks	2 118	17 308	22 619	16 163	12 950	11 908	11 052	11 517

Non agricoles	-610	14 331	19 281	13 085	10 068	9 379	7 327	8 459

Agricultures	2 369	2 285	2 555	2 425	2 254	1 859	3 438	2 523

Exportations de biens et services	469 204	465 940	462 289	468 441	467 280	478 932	439 784	461 675
	<i>4,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,5</i>	<i>-2,1</i>	<i>5,0</i>
Biens	411 461	408 164	404 037	408 833	407 820	419 823	383 414	403 962
	<i>4,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>5,4</i>
Services	57 967	57 991	58 439	59 772	59 624	59 306	56 495	57 909
	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>-4,0</i>	<i>2,5</i>
Moins: Importations de biens et services	433 860	446 727	455 772	465 935	463 662	474 014	406 664	439 619
	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>4,1</i>	<i>8,1</i>
Biens	367 858	381 683	387 869	397 497	393 736	404 918	344 797	373 301
	<i>3,4</i>	<i>3,8</i>	<i>1,6</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,8</i>	<i>3,6</i>	<i>8,3</i>
Services	65 924	65 358	68 008	68 688	69 919	69 418	61 787	66 306
	<i>-0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,7</i>	<i>6,4</i>	<i>7,3</i>
Divergence statistique	-1 065	-440	1 180	440	1 368	-77	-405	-493

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 121 455	1 131 229	1 137 256	1 143 034	1 152 559	1 162 865	1 092 388	1 124 428
	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 083 788</i>	<i>1 093 886</i>	<i>1 105 353</i>	<i>1 120 687</i>	<i>1 131 503</i>	<i>1 142 509</i>	<i>1 048 895</i>	<i>1 090 105</i>
	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>3,6</i>	<i>3,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004	
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2,2	3,5	3,8	6,4	3,2	2,4	3,1	3,4	
Biens durables	3,6	5,2	6,6	10,5	6,0	3,0	2,1	3,1	
Biens semi-durables	4,4	8,3	0,0	11,2	4,6	-0,2	3,4	5,5	
Biens non durables	-0,1	3,0	4,0	5,3	-0,4	2,7	2,3	2,3	
Services	2,5	2,6	3,7	5,2	3,9	2,6	3,7	3,7	
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,2	2,0	2,1	1,8	5,1	4,4	2,9	2,7	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-1,4	-0,3	3,6	5,5	-0,4	1,6	4,5	4,9	
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	292	-88	-352	232	52	-80	54	5	
Formation brute de capital fixe des entreprises	2,9	7,3	8,1	7,6	5,7	8,7	6,2	6,9	
Bâtiments résidentiels	6,1	7,1	5,2	-1,6	7,8	2,8	6,2	8,3	
Ouvrages non résidentiels	0,3	1,7	0,9	14,1	7,4	11,9	5,7	0,8	
Machines et matériel	1,5	11,4	16,5	13,0	2,5	12,4	6,4	9,8	
Investissement des entreprises en stocks[2]	-1 903	15 190	5 311	-6 456	-3 213	-1 042	9 252	464	
Non agricoles[2]	-1 444	14 941	4 950	-6 196	-3 017	-689	4 936	1 132	
Agricoles[2]	-512	-84	270	-130	-171	-395	4 193	-916	
Exportations de biens et services	19,0	-2,8	-3,1	5,4	-1,0	10,4	-2,1	5,0	
Biens	21,2	-3,2	-4,0	4,8	-1,0	12,3	-1,8	5,4	
Services	5,2	0,2	3,1	9,4	-1,0	-2,1	-4,0	2,5	
Moins: Importations de biens et services	11,6	12,4	8,3	9,2	-1,9	9,2	4,1	8,1	
Biens	14,3	15,9	6,6	10,3	-3,7	11,9	3,6	8,3	
Services	-0,1	-3,4	17,2	4,1	7,4	-2,8	6,4	7,3	
Divergence statistique[2]	580	625	1 620	-740	928	-1 445	222	-88	
Produit intérieur brut aux prix du marché	5,0	3,5	2,1	2,0	3,4	3,6	2,0	2,9	
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>2,4</i>	<i>3,8</i>	<i>4,3</i>	<i>5,7</i>	<i>3,9</i>	<i>3,9</i>	<i>3,6</i>	<i>3,9</i>	

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2 Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004	
	calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,301	0,481	0,526	0,871	0,440	0,339	1,769	1,933	
Biens durables	0,065	0,093	0,117	0,186	0,109	0,054	0,164	0,232	
Biens semi-durables	0,052	0,096	0,001	0,127	0,054	-0,002	0,164	0,262	
Biens non durables	-0,003	0,101	0,134	0,181	-0,015	0,095	0,314	0,320	
Services	0,188	0,191	0,275	0,378	0,292	0,192	1,126	1,118	
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,154	0,096	0,099	0,087	0,240	0,207	0,564	0,521	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-0,009	-0,002	0,022	0,034	-0,003	0,010	0,118	0,126	
Investissement des administrations publiques en stocks	0,027	-0,008	-0,031	0,021	0,005	-0,007	0,005	0,000	
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,124	0,310	0,344	0,325	0,249	0,373	1,033	1,174	
Bâtiments résidentiels	0,096	0,112	0,083	-0,027	0,124	0,045	0,356	0,509	
Ouvrages non résidentiels	0,003	0,019	0,010	0,149	0,083	0,132	0,247	0,039	
Machines et matériel	0,025	0,179	0,252	0,204	0,042	0,197	0,430	0,627	
Investissement des entreprises en stocks	-0,155	1,228	0,414	-0,509	-0,255	-0,084	0,815	-0,009	
Non agricoles	-0,120	1,234	0,397	-0,501	-0,243	-0,056	0,452	0,065	
Agricoles	-0,035	-0,006	0,017	-0,008	-0,012	-0,028	0,363	-0,073	
Exportations de biens et services	1,677	-0,274	-0,299	0,494	-0,093	0,938	-0,848	1,901	
Biens	1,614	-0,276	-0,337	0,383	-0,081	0,964	-0,633	1,774	
Services	0,063	0,002	0,038	0,111	-0,012	-0,026	-0,214	0,127	
Moins: Importations de biens et services	0,936	1,014	0,685	0,751	-0,169	0,756	1,460	2,707	
Biens	0,937	1,065	0,457	0,693	-0,273	0,797	1,084	2,284	
Services	-0,001	-0,050	0,227	0,057	0,104	-0,041	0,376	0,423	
Divergence statistique	0,052	0,056	0,143	-0,065	0,081	-0,125	0,020	-0,007	
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,235	0,872	0,533	0,508	0,833	0,894	2,017	2,933	
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,570</i>	<i>0,885</i>	<i>0,991</i>	<i>1,318</i>	<i>0,927</i>	<i>0,929</i>	<i>3,484</i>	<i>3,753</i>	

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	112,6 <i>0,8</i>	112,8 <i>0,2</i>	113,2 <i>0,4</i>	113,5 <i>0,3</i>	114,2 <i>0,6</i>	114,9 <i>0,6</i>	111,0 <i>1,6</i>	112,6 <i>1,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	118,3 <i>0,6</i>	118,3 <i>0,0</i>	119,1 <i>0,7</i>	120,5 <i>1,2</i>	121,7 <i>1,0</i>	122,3 <i>0,5</i>	115,7 <i>2,7</i>	118,3 <i>2,3</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,7 <i>1,9</i>	105,2 <i>0,5</i>	104,7 <i>-0,5</i>	104,9 <i>0,2</i>	106,2 <i>1,2</i>	107,0 <i>0,8</i>	102,4 <i>-0,4</i>	104,3 <i>1,9</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	109,1 <i>2,2</i>	109,1 <i>0,0</i>	108,3 <i>-0,7</i>	109,0 <i>0,6</i>	109,9 <i>0,8</i>	109,6 <i>-0,3</i>	106,2 <i>-0,4</i>	108,3 <i>2,0</i>
Exportations de biens et services	108,1 <i>4,0</i>	108,6 <i>0,5</i>	106,0 <i>-2,4</i>	106,0 <i>0,0</i>	108,2 <i>2,1</i>	110,9 <i>2,5</i>	104,9 <i>-1,4</i>	106,7 <i>1,7</i>
Moins: Importations de biens et services	102,4 <i>4,0</i>	100,8 <i>-1,6</i>	97,3 <i>-3,5</i>	97,8 <i>0,5</i>	100,2 <i>2,5</i>	98,6 <i>-1,6</i>	102,0 <i>-6,9</i>	99,8 <i>-2,2</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	114,5 <i>1,2</i>	115,4 <i>0,8</i>	115,9 <i>0,4</i>	116,3 <i>0,3</i>	117,0 <i>0,6</i>	119,2 <i>1,9</i>	111,4 <i>3,3</i>	114,7 <i>3,0</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>112,9</i> <i>1,1</i>	<i>113,0</i> <i>0,1</i>	<i>113,2</i> <i>0,2</i>	<i>113,8</i> <i>0,5</i>	<i>114,7</i> <i>0,8</i>	<i>115,1</i> <i>0,3</i>	<i>110,8</i> <i>1,4</i>	<i>112,7</i> <i>1,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

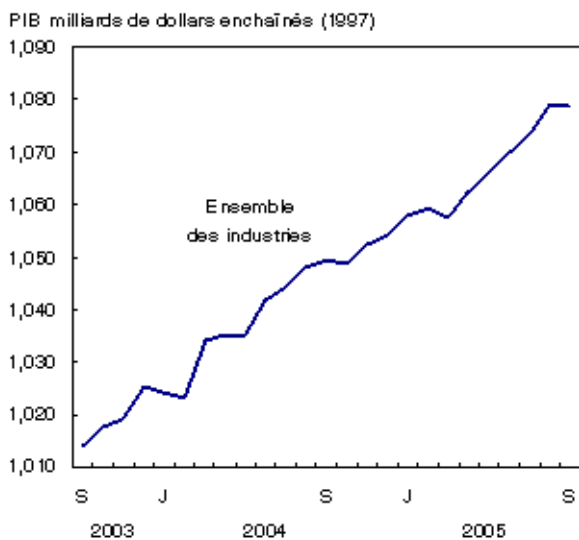
PIB par industrie

Septembre 2005

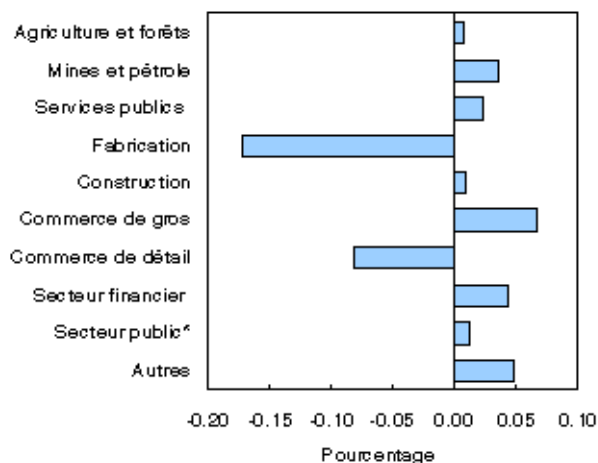
Le produit intérieur brut n'a pas bougé en septembre après la hausse de 0,5 % observée en août. Le secteur de la fabrication (-1,0 %) a été le maillon faible des industries productrices de biens, tandis que les activités d'extraction minière, pétrolière et gazière se sont intensifiées (+0,7 %) et que le secteur de la construction enregistrait une légère croissance (+0,2 %). La diminution de la production du secteur de la fabrication fait suite à une forte augmentation en août. Le commerce de détail a freiné la croissance du secteur des services, les ventes de véhicules automobiles neufs et d'occasion ayant chuté. Toutefois, la forte poussée du commerce de gros (+1,2 %) est principalement attribuable aux ventes en gros de véhicules automobiles et de pièces.

La production industrielle (la production des usines, des mines et des services publics au Canada) s'est repliée de 0,5 % en septembre, en raison du manque de vigueur du secteur de la fabrication. La croissance du secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz (+0,7 %) et des services publics (+0,9 %) a partiellement neutralisé cette baisse. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a chuté de 1,5 % en septembre, les trois secteurs ayant accusé un recul.

La croissance économique fait une pause en septembre



Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – septembre 2005



* Éducation, santé et administrations publiques.

Note aux lecteurs

Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie sont des estimations selon des indices de volume en chaîne fondés sur l'année de référence 1997. Cela signifie que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 1997. Pour la période allant de 1997 à 2002, les estimations mensuelles sont ajustées en fonction des indices de volume Fisher enchaînés annuellement pour le PIB, obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants. Pour la période commençant en janvier 2003, on établit les estimations en enchaînant un indice de volume Laspeyres aux prix de 2002 à la période précédente. Cette opération rend les estimations mensuelles du PIB par industrie plus comparables aux données du PIB selon les dépenses, enchaînées trimestriellement. Pour plus de renseignements, consultez la page *Indices de volume en chaîne Fisher* de notre site Web.

Conversion au SCIAN de 2002

Dans un avenir prochain, le programme du PIB mensuel par industrie passera du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997 au SCIAN de 2002. Cette conversion entraînera un nombre limité de changements à la classification actuelle et ne touchera que quelques industries. Parallèlement à la conversion au SCIAN de 2002, on prévoit apporter certaines modifications au niveau de détail par industrie actuellement publié. L'objectif est de réduire le nombre d'industries dont la contribution à l'activité économique totale s'est érodée et d'introduire davantage de détails là où elle s'est accentuée, notamment dans certaines industries de services. La mise en place de ces modifications permettra au programme du PIB mensuel de mieux refléter la structure actuelle de l'économie canadienne.

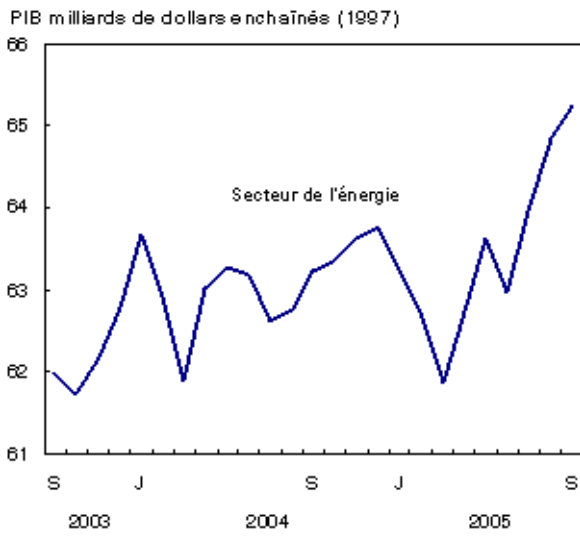
Le secteur de la fabrication perd du terrain malgré une forte demande extérieure

La production manufacturière a diminué de 1,0 %. En effet, seulement 5 des 21 grands groupes, à l'origine de 24 % de la production du secteur de la fabrication, ont affiché une progression. Les plus fortes baisses ont été observées dans les industries du matériel de transport (-2,0 %), de la machinerie (-2,7 %), des produits chimiques (-2,2 %) et des produits alimentaires (-1,0 %). La production de voitures, de véhicules automobiles légers et de camions lourds s'est contractée, ce qui s'est traduit par une réduction de la production de véhicules automobiles (-4,0 %) et de pièces (-0,3 %). Par ailleurs, les industries des produits métalliques (+1,0 %) et des produits en plastique (+2,7 %) ont affiché des hausses appréciables.

L'exploration pétrolière et gazière poursuit sa montée

Globalement, le secteur de l'énergie a progressé de 0,6 % en septembre. L'intensification des activités s'explique principalement par une croissance de 4,9 % de l'exploration pétrolière et gazière, laquelle fait suite à deux mois d'effervescence animée par des conditions météorologiques et une conjoncture économique favorables. La production d'électricité (+1,3 %) et le transport de gaz naturel par gazoduc (+0,9 %) ont également contribué à la croissance du secteur de l'énergie.

Croissance soutenue du secteur de l'énergie



En revanche, l'extraction de pétrole et de gaz a accusé un léger recul, en baisse de 0,1 %. L'augmentation de la production de gaz naturel a été effacée par une baisse de la production de pétrole brut. Malgré le retour à une production à plein régime dans le secteur des sables bitumineux, la production de pétrole classique a perdu du terrain sur la côte Est en raison des travaux d'entretien.

Les activités minières ont progressé de 0,4 %. L'extraction de métaux de base et de charbon a chuté de 1,2 % et de 6,4 %, respectivement. Après la reprise complète des activités en juillet, la production de minerais de fer a fléchi à nouveau de 1,0 %. La production de minéraux non métalliques (qui comprennent les diamants et la potasse) a grimpé de 2,6 % après avoir accusé trois baisses mensuelles consécutives.

Les voyages internationaux donnent un élan au transport

Le secteur du transport et de l'entreposage a affiché une croissance de 0,4 % grâce au dynamisme de tous les types de transport. Le transport aérien a rebondi de 1,9 %, reflétant l'augmentation, pour la première fois en cinq mois, du nombre de voyageurs internationaux, particulièrement en provenance des États-Unis. Le secteur de l'hébergement et des services de restauration, qui a tiré parti de cette hausse du nombre de voyageurs internationaux, a progressé de 1,1 %. D'autres industries du transport ont aussi affiché une croissance; le transport de pétrole brut par oléoduc a toutefois échappé à cette tendance (-2,5 %).

Le fléchissement des ventes de voitures affaiblit le commerce de détail

Pour un deuxième mois d'affilée, les ventes de véhicules automobiles neufs ont considérablement diminué. Ce recul coïncide avec la fin des programmes d'incitatifs spéciaux des fabricants. Le commerce de détail s'est replié de 1,5 % principalement en raison de cette faiblesse, les ventes au détail, à l'exclusion des ventes de véhicules automobiles neufs, ayant augmenté de 0,9 %. Les hausses les plus marquées ont été enregistrées par les pharmacies, les magasins de marchandises diverses, incluant les grands magasins, et les supermarchés.

Stimulé par la vigueur des ventes de véhicules automobile pour un deuxième mois consécutif, le commerce de gros a progressé de 1,2 % en septembre. Exclusion faite des véhicules automobiles et des pièces, le commerce de gros n'a augmenté que de 0,4 %, en raison principalement des ventes de matériaux de construction de même que de produits alimentaires. La plus forte baisse a été observée chez les grossistes d'articles personnels et ménagers.

La construction non résidentielle anime le secteur de la construction

L'intensification des activités de construction de bâtiments non résidentiels (+1,6 %) a permis au secteur de la construction d'afficher une progression de 0,2 %. La croissance de la construction de bâtiments non résidentiels s'est manifestée dans tous les types : commerciaux, institutionnels et industriels. Les travaux de génie, les réparations et les autres activités de construction ont fléchi de 0,2 %.

La construction résidentielle est restée inchangée après avoir chuté de 1,5 % en août. Le nombre de mises en chantier de maisons individuelles et d'immeubles à logements multiples a considérablement augmenté dans toutes les régions urbaines, exception faite de l'Atlantique. La valeur des permis de construction résidentielle a grimpé de 3,2 % en septembre. Le marché de la revente, cependant, s'est fortement contracté dans la plupart des régions métropolitaines, ce qui a réduit les activités des agents et des courtiers immobiliers de 0,9 % et celles des avocats et des comptables de 0,3 %.

Profil des industries, troisième trimestre de 2005

L'activité économique au Canada a progressé au troisième trimestre de 2005. En septembre, la production économique est restée inchangée, après avoir augmenté de 0,5 % en août et de 0,3 % en juillet. Pour la première fois depuis quatre trimestres, la croissance des industries productrices de biens (+1,3 %) a surpassé celle du secteur des services (+0,9 %). Ce dynamisme est largement attribuable aux industries liées à l'énergie et à la production de véhicules automobiles.

La production industrielle (la production des mines, des usines et des services publics) s'est accrue de 1,3 %. Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière a affiché une hausse de 3,2 %, la production du secteur de la fabrication a augmenté de 0,8 %, et les services publics ont progressé de 0,4 %. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 0,2 %, le repli du secteur de l'extraction minière ayant partiellement neutralisé la croissance du secteur de la fabrication et des services publics.

Le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz a été aiguillonné par des activités intenses d'exploration pétrolière et gazière (+21 %) et, dans une moindre mesure, par la progression de l'extraction de pétrole et de gaz (+0,6 %). La production du secteur de l'énergie a augmenté de 2,5 %. La fin d'une grève a permis à l'industrie de l'extraction de minerais de fer de reprendre le terrain perdu. Ces gains toutefois ont été presque effacés par un recul de 5,5 % de la production des mines de minéraux non métalliques (qui comprend la production de diamants et de potasse).

La production du secteur de la fabrication s'est accrue de 0,8 % au troisième trimestre. Seulement 9 des 21 grands groupes, représentant 51 % de la production manufacturière totale, ont affiché des hausses. La majeure partie de la progression s'explique par la production accrue de véhicules automobiles (+4,9 %) et de pièces (+2,8 %). La fabrication de produits chimiques (+2,3 %) et de produits en plastique (+2,8 %) a également contribué à la croissance de ce secteur. Les baisses les plus marquées ont été observées dans l'industrie des produits en bois sauf les scieries (-5,2 %) et dans celle des produits en papier (-0,9 %).

Les activités de construction ont progressé de 1,2 %. La majeure partie de cette croissance est attribuable aux travaux de génie et de réparations (+2,1 %), notamment dans le secteur pétrolier et gazier. La construction de bâtiments non résidentiels a affiché une hausse de 1,5 %, les travaux visant tous les types de structures ayant montré des signes de vigueur. La construction résidentielle, en revanche, a légèrement fléchi (-0,2 %), principalement en raison de la diminution de la construction de maisons individuelles. Il s'agit là d'une quatrième baisse trimestrielle consécutive de la construction de maisons individuelles.

Le commerce de gros a enregistré une croissance de 1,3 %, surtout grâce aux ventes de véhicules automobiles. Au troisième trimestre, bon nombre de fabricants d'automobiles ont écoulé leurs produits chez les concessionnaires en offrant des programmes d'incitatifs spéciaux aux consommateurs. Si l'on exclut les ventes de véhicules automobiles, la progression du commerce de gros s'établit à 0,3 %. Le commerce de détail a enregistré une légère hausse de 0,1 %, le faible niveau des ventes de véhicules automobiles neufs et d'occasion ayant freiné sa croissance. Ce sont les supermarchés et les pharmacies qui ont le plus contribué à la progression du commerce de détail.

Le secteur financier a accru ses activités de 1,1%. L'intermédiation financière, tels que les services bancaires, a progressé de 1,6 %, et l'augmentation du volume des opérations sur les marchés boursiers canadiens s'est traduite par une hausse de 2,9 % des activités de courtage de valeurs mobilières et de contrats de marchandises. Le dynamisme persistant du marché de la revente de maisons a donné lieu à une croissance de 3,5 % des activités des agents et courtiers immobiliers.

Le secteur du transport et de l'entreposage a grimpé de 2,1 % au troisième trimestre. Le camionnage (+2,7 %), le transport ferroviaire (+3,1 %) et les activités de soutien au transport (+2,2 %) ont tous tiré parti de la progression du commerce de gros et des industries liées à l'énergie. Le transport de gaz naturel par gazoduc a bondi de 7,1 %.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Avril 2005	Mai 2005	Juin 2005	Juillet 2005	Août 2005	Septembre 2005	Septembre 2004 à septembre 2005
	données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)						%
Ensemble des industries	1 062 135	1 066 337	1 069 796	1 073 226	1 078 927	1 078 836	2,8
	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,0</i>	
Industries productrices de biens	335 716	338 072	337 649	339 640	343 134	342 107	1,8
	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,3</i>	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 625	24 715	24 901	25 140	25 407	25 483	2,1
	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	38 869	39 472	38 289	39 842	40 089	40 375	3,2
	<i>2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>-3,0</i>	<i>4,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	
Services publics	26 889	27 096	27 877	27 244	27 337	27 594	3,5
	<i>-0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	
Construction	62 777	63 065	63 253	63 651	63 819	63 915	4,6
	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	
Fabrication	181 884	182 923	182 952	182 874	185 643	183 741	0,1
	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,0</i>	
Industries productrices de services	727 338	729 155	733 087	734 501	736 660	737 627	3,3
	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	
Commerce de gros	65 922	66 697	67 139	66 499	67 494	68 294	8,4
	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	
Commerce de détail	62 717	61 899	62 524	63 281	62 489	61 576	2,2
	<i>1,3</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>-1,5</i>	
Transport et entreposage	50 800	51 355	51 610	51 918	52 401	52 621	4,9
	<i>-0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,4</i>	
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 874	44 130	44 259	44 365	44 747	44 665	4,5
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	211 462	212 266	213 236	214 013	214 765	215 255	3,5
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 656	45 800	45 848	45 933	46 081	46 085	1,3
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	
Services administratifs et gestion des déchets	23 625	23 704	23 791	23 867	23 899	24 016	3,7
	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	
Services d'enseignement	46 766	46 773	47 166	47 103	47 243	47 186	4,4
	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	
Soins de santé et assistance sociale	61 482	61 588	62 109	62 105	62 249	62 324	1,3
	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	
Arts, spectacles et loisirs	9 270	9 312	9 409	9 488	9 530	9 548	1,3
	<i>-0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	
Hébergement et services de restauration	23 136	23 149	23 220	23 146	23 018	23 265	1,2
	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,1</i>	
Autres services, sauf les administrations publiques	25 948	25 923	25 996	25 940	25 937	25 914	0,7
	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>	
Administrations publiques	58 349	58 321	58 526	58 568	58 652	58 764	1,9
	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	
Autres agrégations							
Production industrielle	248 835	250 804	250 025	251 384	254 420	253 239	1,1
	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,5</i>	
Fabrication de biens non durables	72 895	73 319	72 535	73 255	73 914	73 534	-1,6
	<i>-0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,5</i>	
Fabrication de biens durables	108 756	109 369	110 178	109 383	111 487	109 970	1,2
	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,9</i>	<i>-1,4</i>	
Secteur des entreprises	903 841	907 964	910 505	913 626	919 107	918 887	2,9
	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,0</i>	
Secteur non commercial	158 739	158 847	159 746	160 068	160 314	160 436	2,5
	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	
Secteur des TIC, total	60 709	60 997	61 677	61 568	62 020	61 527	4,7
	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>	

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	330 763	335 635	336 330	336 294	337 146	341 627	319 035	332 217
	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>4,1</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 380	25 145	24 752	24 465	24 747	25 343	23 132	24 583
	<i>1,3</i>	<i>3,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,4</i>	<i>11,4</i>	<i>6,3</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 842	39 157	39 328	38 451	38 877	40 102	38 389	39 458
	<i>0,9</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-2,2</i>	<i>1,1</i>	<i>3,2</i>	<i>5,0</i>	<i>2,8</i>
Services publics	25 919	26 450	27 036	27 058	27 287	27 392	26 202	26 349
	<i>-0,3</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,6</i>
Construction	60 287	60 813	61 510	62 292	63 032	63 795	58 026	60 689
	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>5,6</i>	<i>4,6</i>
Fabrication	179 064	183 247	182 866	183 547	182 586	184 086	172 090	180 070
	<i>2,3</i>	<i>2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,0</i>	<i>4,6</i>
Industries productrices de services	707 061	712 389	716 314	722 786	729 860	736 263	690 777	709 357
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>2,7</i>
Commerce de gros	61 788	62 952	63 958	65 056	66 586	67 429	59 157	62 306
	<i>2,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,3</i>	<i>4,6</i>	<i>5,3</i>
Commerce de détail	58 900	59 811	60 341	61 727	62 380	62 449	57 206	59 405
	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>2,6</i>	<i>3,8</i>
Transport et entreposage	49 781	50 068	50 547	50 892	51 255	52 313	47 665	49 804
	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>2,1</i>	<i>0,7</i>	<i>4,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 328	42 661	43 063	43 554	44 088	44 592	41 936	42 478
	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>1,3</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	205 949	207 075	208 219	210 256	212 321	214 678	199 480	206 340
	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>3,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 309	45 473	45 557	45 547	45 768	46 033	44 454	45 343
	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>
Services administratifs et gestion des déchets	22 997	23 119	23 265	23 415	23 707	23 927	22 556	23 051
	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>3,8</i>	<i>2,2</i>
Services d'enseignement	45 332	45 410	45 977	46 321	46 902	47 177	44 987	45 404
	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>
Soins de santé et assistance sociale	60 480	61 434	61 262	61 235	61 726	62 226	60 097	61 012
	<i>-0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>4,0</i>	<i>1,5</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 490	9 514	9 208	9 332	9 330	9 522	9 369	9 425
	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-3,2</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,1</i>	<i>4,7</i>	<i>0,6</i>
Hébergement et services de restauration	23 012	22 882	22 996	23 216	23 168	23 143	22 576	22 925
	<i>0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-2,0</i>	<i>1,5</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	25 419	25 608	25 760	25 818	25 956	25 930	25 160	25 541
	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>
Administrations publiques	57 455	57 629	57 577	58 009	58 399	58 661	56 988	57 523
	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>0,9</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	246 514	250 084	250 505	250 021	249 888	253 014	238 271	247 374
	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>3,8</i>
Fabrication de biens non durables	73 489	74 617	74 096	73 487	72 916	73 568	72 264	73 714
	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,0</i>
Fabrication de biens durables	105 352	108 400	108 539	109 825	109 434	110 280	99 619	106 132
	<i>3,0</i>	<i>2,9</i>	<i>0,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>6,5</i>
Secteur des entreprises	881 775	891 019	895 283	900 953	907 437	917 207	854 425	884 924
	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>3,6</i>
Secteur non commercial	155 642	156 674	157 024	157 737	159 111	160 273	154 730	156 250
	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>
Secteur des TIC, total	57 651	58 616	59 190	60 233	61 128	61 705	55 698	58 112
	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>4,3</i>

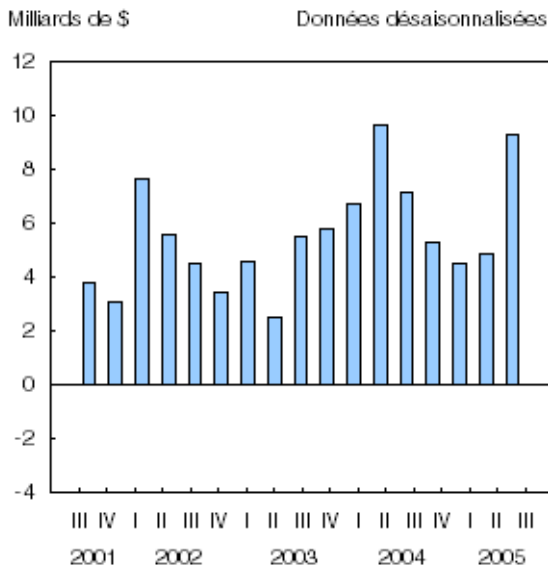
1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Balance des paiements internationaux

Troisième trimestre de 2005

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a progressé de 4,4 milliards de dollars au troisième trimestre de 2005 pour s'établir à 9,3 milliards de dollars. Une forte augmentation des prix de l'énergie a mené à des valeurs records des exportations des produits énergétiques et fut le principal facteur du troisième excédent en importance jamais enregistré.

Forte hausse du surplus du compte courant



Le compte capital et financier (non désaisonné) s'est soldé par une sortie nette de fonds, qui a cependant été moindre que celles des deux trimestres précédents. La croissance de l'actif international du Canada est venue à la fois des investisseurs de portefeuille et des investisseurs directs. Entre-temps, le passif du Canada avec le reste du monde a connu une solide croissance, les investissements directs étrangers dans l'économie canadienne ayant atteint leur plus haut niveau des trois dernières années et demie.

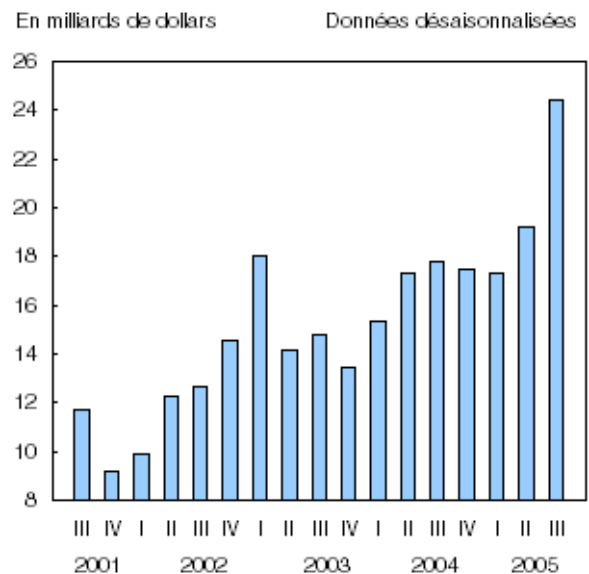
Compte courant

Nette augmentation de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre du commerce des biens a connu une progression record de 5,2 milliards de dollars qui l'a porté à 18,8 milliards de dollars au troisième trimestre, la valeur des exportations d'énergie ayant atteint un nouveau sommet. Les exportations et les importations totales ont atteint des niveaux records au cours du trimestre.

Entraînées par des transactions records sur les produits énergétiques, les exportations de biens ont atteint leur plus grande valeur jamais réalisée, à 116,2 milliards de dollars, fracassant le précédent record de 112,5 milliards de dollars établi au quatrième trimestre de 2000.

Des prix plus élevés font augmenter les exportations de produits énergétiques



Note aux lecteurs

La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le **compte courant** et le **compte capital et financier**.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions reliées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlent des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

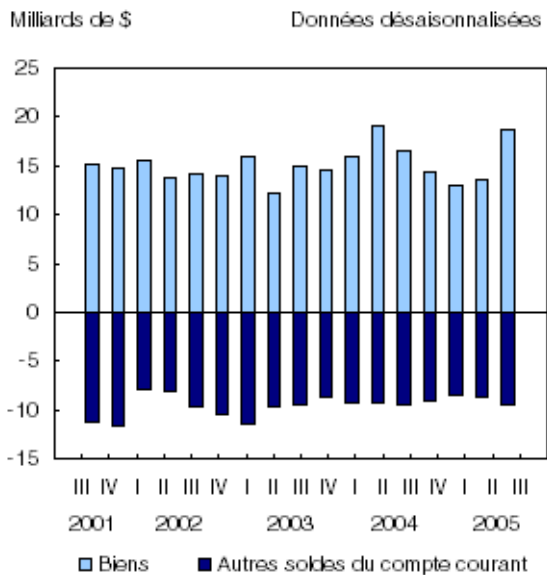
Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

Des augmentations de prix ont été observées dans toutes les principales catégories de produits énergétiques. Le gain le plus marqué est survenu dans le gaz naturel, où les prix désaisonnalisés ont augmenté de plus de 30 % au troisième trimestre. Le gros de cette hausse est survenu en septembre, après l'ouragan Katrina.

Les exportations de produits automobiles ont rebondi après quatre trimestres consécutifs de replis, tandis qu'une baisse des prix a fait fléchir la valeur des exportations de produits forestiers.

Les importations ont connu une croissance de 1,1 milliard de dollars au troisième trimestre et atteint un niveau record pour un troisième trimestre consécutif. Comme les exportations, les importations de produits énergétiques ont augmenté à cause de la progression des prix. Les importations de produits automobiles, et particulièrement des pièces de véhicules, ont aussi augmenté au troisième trimestre.

L'accroissement du surplus des biens surpasse tous les autres changements



Augmentation du déficit au chapitre du revenu de placements

Le déficit au chapitre du revenu de placements a augmenté de 1,0 milliard de dollars pour s'établir à 6,1 milliards de dollars. Cette progression survient après un déficit révisé de 5,1 milliards de dollars au deuxième trimestre, le plus bas en près de 14 ans.

Les bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers directs au Canada ont atteint un niveau record de 8,2 milliards de dollars au troisième trimestre, sous la poussée de bénéfices élevés dans le secteur de l'énergie et dans le secteur du matériel de transport.

Les paiements d'intérêts sur les obligations canadiennes de portefeuille ont fléchi légèrement au troisième trimestre. Bien que les paiements sur la dette des sociétés privées, émise principalement en dollars américains, soient demeurés stables depuis le début de 2003, il y a eu une baisse lente mais graduelle des paiements d'intérêts sur la dette publique.

Les revenus provenant des actifs canadiens ont diminué légèrement mais sont demeurés élevés par rapport au passé. Les intérêts reçus sur les obligations de portefeuille étrangères ont doublé depuis le premier trimestre de 2004 et atteint 0,9 milliard de dollars au troisième trimestre, les Canadiens ayant accru considérablement leur portefeuille de ces titres au cours des deux dernières années.

Baisse du déficit des services

La baisse du déficit au chapitre du commerce des services au troisième trimestre était attribuable à la diminution des déficits au titre des voyages et des transports, tandis que le solde pour les services commerciaux est demeurée inchangée.

Les dépenses des voyageurs canadiens dans les pays autres que les États-Unis ont chuté de 5 % au troisième trimestre, soit la plus forte réduction depuis le deuxième trimestre de 2003 affecté alors par la crise du SRAS.

Les résidents des États-Unis ont continué de réduire leurs dépenses au Canada, le nombre de visiteurs ayant diminué pour un troisième trimestre consécutif.

Les exportations et les importations de services commerciaux sont demeurées dans les deux cas à peu près inchangées au troisième trimestre, les fluctuations des composantes s'étant annulées les unes les autres.

Compte financier

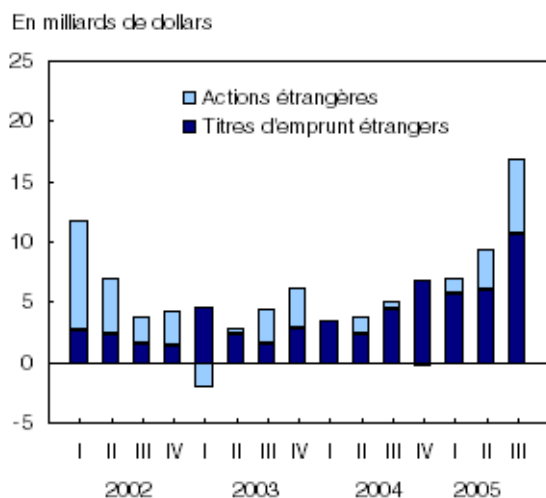
L'appétit canadien pour les titres étrangers continue de croître

Au cours du troisième trimestre, les Canadiens ont investi pour 16,8 milliards de dollars en titres étrangers, ce qui est plus que le total investi au cours des deux trimestres précédents. Il s'agit du plus haut investissement trimestriel en titres étrangers en près de cinq ans.

Le gros de l'investissement est allé dans des obligations étrangères, dont les Canadiens ont acquis un montant record de 10 milliards de dollars pour un trimestre. Ils ont acheté des obligations d'outre-mer, des obligations du Trésor américain et des obligations de sociétés américaines à peu près à parts égales. Les quatre dixièmes, environ, de cette valeur sont le fait de la venue d'entreprises étrangères sur le marché canadien pour la vente de nouvelles obligations. Ces obligations étrangères étaient libellées en dollars canadiens et, en général, ont été vendues à des acheteurs institutionnels.

La quasi-totalité des 6,2 milliards de dollars investis en actions étrangères au cours du trimestre l'a été dans des actions américaines, et seulement 787 millions de dollars l'ont été dans des actions d'outre-mer. En outre, c'était le plus important investissement trimestriel en actions étrangères depuis près de quatre ans. De plus, les investisseurs canadiens ont acheté pour 597 millions de dollars d'effets du marché monétaire étranger : ils ont acheté des bons du Trésor du gouvernement des États-Unis, mais vendu une part de leurs avoirs en instruments des pays d'outre-mer.

Forte demande canadienne pour les titres étrangers¹



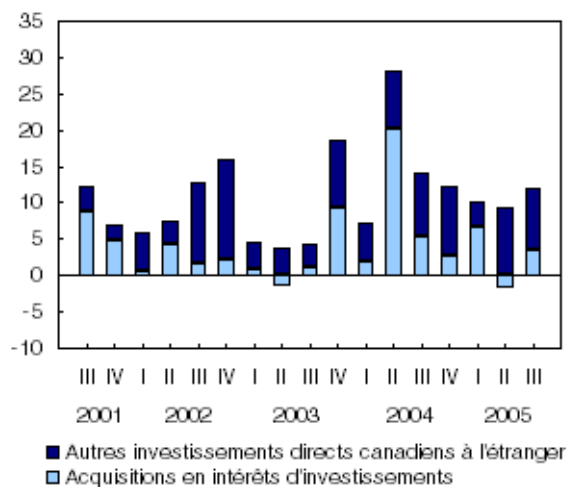
1. Signes renversés de la balance des paiements.

Augmentation des investissements directs à l'étranger

À 11,8 milliards de dollars au troisième trimestre, les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté de plus de moitié par rapport au trimestre précédent. L'investissement pour le trimestre est venu d'augmentations du fonds de roulement et d'acquisitions d'entreprises étrangères. Dans une perspective de branche d'activité, l'investissement s'est trouvé concentré dans les secteurs des finances et assurances et de l'énergie et des minerais métalliques. Les quatre cinquièmes de l'investissement sont allés aux États-Unis et dans les économies asiatiques.

Les investissements directs canadiens en hausse de plus de la moitié¹

En milliards de dollars

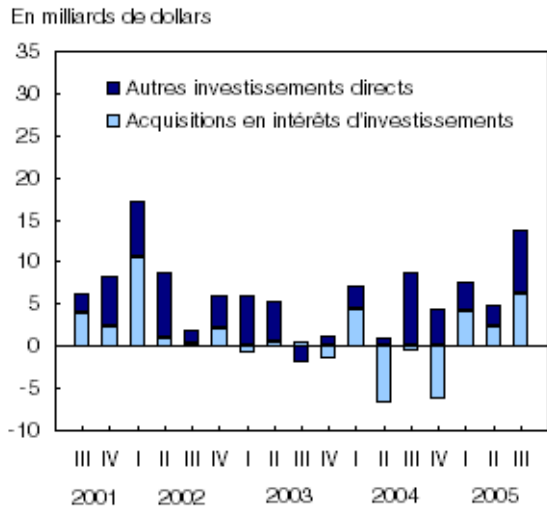


1. Signes renversés de la balance des paiements.

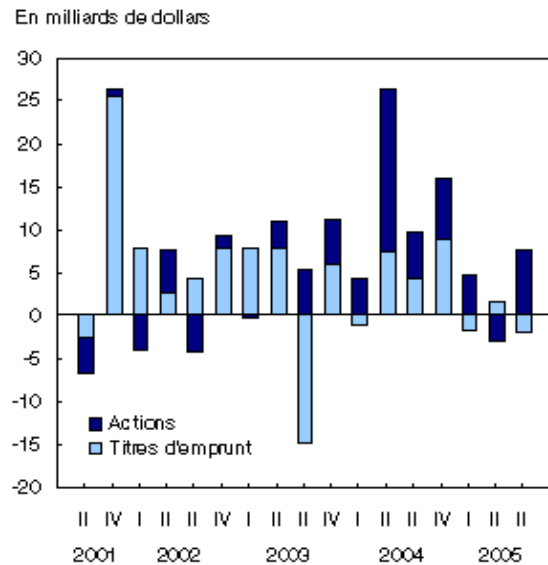
Solide rebondissement des investissements directs étrangers au Canada

Des investissements directs étrangers de 13,7 milliards de dollars ont été injectés dans l'économie canadienne au cours du trimestre, soit presque trois fois plus qu'au cours du deuxième trimestre. Presque la moitié étaient le fait d'acquisitions, qui ont rebondi cette année après deux années d'acquisitions négatives. En 2003 et 2004, les Canadiens ont rapatrié certaines entreprises détenues par leurs investisseurs étrangers directs. Pour le trimestre, environ 70 % des investissements sont venus des États-Unis, tandis qu'un pourcentage identique a été investi dans des sociétés du secteur de l'énergie et des minerais métalliques.

Les acquisitions à la source de l'augmentation en investissements directs au Canada



Les investisseurs étrangers achètent des actions canadiennes



Les investissements étrangers en titres canadiens vont vers les actions

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 7,6 milliards de dollars d'actions canadiennes mais vendu pour 1,9 milliard de dollars de titres d'emprunt au cours du trimestre. Ces 5,6 milliards de dollars d'investissements étrangers en titres canadiens ont porté l'investissement cumulatif pour l'année à 7,3 milliards de dollars. L'investissement de cette année en titres canadiens s'oriente pour être à son plus bas niveau depuis 1999.

C'est au troisième trimestre que les investissements étrangers en actions canadiennes ont été les plus élevés en 2005. Les trois quarts environ sont venus d'investisseurs américains. Au cours du trimestre, le cours des actions canadiennes a crû de 11 %, les non-résidents continuant d'investir gros dans les actions de sociétés canadiennes de ressources.

Les investisseurs étrangers ont vendu pour 1,6 milliard de dollars d'instruments du marché monétaire canadien et encore 330 millions de dollars d'obligations canadiennes au troisième trimestre, ce qui était plus qu'il n'en fallait pour faire contrepoids aux acquisitions du trimestre précédent.

Le désinvestissement étranger en instruments du marché monétaire canadien au troisième trimestre a touché surtout les instruments émis par des entreprises fédérales. Dans l'ensemble, les investisseurs américains et britanniques ont été les principaux vendeurs, mais il y a eu une certaine compensation du fait que les investisseurs asiatiques (sans les Japonais) ont continué d'acheter des effets du marché monétaire canadien au cours du trimestre. Depuis le début de l'année, il y a eu un fort désinvestissement étranger de 2,6 milliards en effets du marché monétaire canadien; cependant, les investisseurs asiatiques sont allés à contre-courant en accumulant pour 1 milliard de dollars. En même temps, une inversion de l'écart des taux à court terme en Amérique du Nord a favorisé les investissements en effets du marché monétaire américain par rapport à ceux du marché monétaire canadien. L'écart avait atteint un peu plus d'un demi-point de pourcentage à la fin du troisième trimestre.

Au cours des trois premiers trimestres de 2005, il y a eu peu d'activité nette en investissements étrangers dans les obligations canadiennes. Les investisseurs étrangers n'en ont acheté que pour 803 millions de dollars au cours de la première moitié de l'année, puis ont vendu pour 330 millions de dollars de leurs avoirs en obligations canadiennes au troisième trimestre. Cependant, au niveau des devises, il y a eu d'importants changements de composition au troisième trimestre. Les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,5 milliards de dollars d'obligations canadiennes libellées en dollars canadiens, tout en réduisant de 3,9 milliards de dollars leurs avoirs en obligations libellées en devises étrangères. Le désinvestissement du troisième trimestre est venu entièrement d'investisseurs européens mais, comme pour le marché monétaire, il a été épongé en partie par les achats des investisseurs asiatiques (sans les Japonais).

Grandes transactions de dépôts et de prêts

Le compte des autres investissements a enregistré une rentrée nette de 3,8 milliards de dollars semblable à celle du trimestre précédent, dans la foulée des transactions des banques. Avec un montant record, les non-résidents ont accru leurs dépôts (24,7 milliards de dollars) dans les banques canadiennes, tandis que les résidents ont augmenté de niveaux quasi-records (14,4 milliards de dollars) leurs dépôts à l'étranger. Dans les deux cas, les grandes transactions ont été réalisées entre banques canadiennes et leurs sociétés affiliées étrangères, surtout en devises étrangères. Les Canadiens ont réduit sensiblement leur passif-prêts après deux trimestres d'accumulation, épongeant une part des importantes rentrées nettes au titre des dépôts. En même temps, les réserves internationales du Canada ont été réduites pour un deuxième trimestre d'affilée.

Le dollar canadien a augmenté de 5,4 % par rapport à la devise américaine au cours du trimestre, mettant un terme à deux trimestres de recul. Le dollar a gagné plus de quatre cents, pour clôturer à 86,01 cents américains. Le dollar canadien a connu un troisième trimestre consécutif de solides gains par rapport aux autres grandes devises.

Balance des paiements

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	129 792	125 875	119 889	120 295	129 739	132 182	459 697	490 950
Biens	114 377	107 439	105 639	105 874	113 871	113 221	400 175	429 134
Services	15 415	18 436	14 250	14 421	15 868	18 961	59 522	61 816
Revenus de placements	10 004	9 841	10 072	9 954	11 692	11 149	29 999	38 385
Investissements directs	5 716	5 429	5 629	5 362	6 308	5 892	13 733	21 324
Investissements de portefeuille	2 388	2 426	2 655	2 695	2 769	2 910	9 414	9 701
Autres investissements	1 900	1 985	1 788	1 897	2 615	2 347	6 853	7 361
Transferts courants	1 683	1 644	1 946	2 086	1 657	1 460	6 614	7 272
Recettes du compte courant	141 479	137 360	131 907	132 336	143 088	144 792	496 310	536 607
Paiements								
Biens et services	114 596	110 101	109 065	111 399	120 726	114 593	413 523	437 566
Biens	95 853	91 319	91 140	91 918	101 208	95 171	342 608	363 076
Services	18 743	18 782	17 925	19 481	19 517	19 422	70 915	74 490
Revenus de placements	16 274	16 136	15 827	15 590	16 439	17 171	57 991	63 321
Investissements directs	7 697	7 484	7 155	6 612	7 398	8 743	22 387	28 556
Investissements de portefeuille	7 017	6 999	6 795	6 813	6 845	6 702	28 980	27 749
Autres investissements	1 560	1 653	1 877	2 165	2 196	1 726	6 625	7 016
Transferts courants	1 442	1 538	1 786	2 978	1 530	1 712	6 398	6 944
Paiements du compte courant	132 312	127 774	126 679	129 967	138 695	133 476	477 913	507 830
Soldes								
Biens et services	15 196	15 774	10 823	8 896	9 013	17 589	46 174	53 384
Biens	18 524	16 120	14 499	13 956	12 662	18 050	57 567	66 058
Services	-3 328	-346	-3 676	-5 060	-3 649	-461	-11 393	-12 674
Revenus de placements	-6 271	-6 295	-5 756	-5 636	-4 748	-6 022	-27 992	-24 935
Investissements directs	-1 981	-2 055	-1 526	-1 250	-1 090	-2 851	-8 654	-7 232
Investissements de portefeuille	-4 629	-4 572	-4 141	-4 119	-4 077	-3 792	-19 566	-18 048
Autres investissements	340	332	-89	-267	419	621	228	345
Transferts courants	242	107	160	-892	127	-252	215	328
Solde du compte courant	9 167	9 585	5 228	2 369	4 393	11 316	18 397	28 777
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 209	1 118	1 148	1 352	1 775	1 708	3 977	4 407
Compte financier	-7 560	-5 024	-7 571	-11 858	-9 371	-5 492	-20 108	-26 912
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-28 228	-14 216	-12 120	-10 183	-7 611	-11 839	-30 058	-61 737
Investissements de portefeuille	-3 780	-5 046	-6 349	-6 891	-9 311	-16 792	-15 720	-18 523
Obligations étrangères	-3 057	-3 030	-6 563	-5 565	-4 915	-10 035	-7 974	-15 262
Actions étrangères	-1 498	-644	387	-1 122	-3 319	-6 159	-4 438	-1 592
Effets du marché monétaire étranger	776	-1 372	-174	-204	-1 077	-597	-3 308	-1 669
Autres investissements	-14 073	5 082	2 744	-14 937	-4 074	-15 118	-20 395	-3 518
Prêts	-1 886	911	4 935	-334	3 371	-753	7 586	3 349
Dépôts	-7 432	7 147	-7 938	-9 322	-5 360	-14 431	-22 646	-7 497
Réserves internationales	243	-517	3 937	-3 437	585	1 092	4 693	3 427
Autres actifs	-4 998	-2 459	1 810	-1 844	-2 670	-1 025	-10 028	-2 797
Total de l'actif du Canada, flux nets	-46 080	-14 179	-15 726	-32 011	-20 996	-43 749	-66 173	-83 778
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	-5 649	8 408	-1 793	7 593	4 810	13 701	8 896	8 187
Investissements de portefeuille	26 348	9 726	16 023	3 023	-1 329	5 610	20 322	55 471
Obligations canadiennes	5 054	6 373	7 001	183	620	-330	8 293	20 063
Actions canadiennes	18 914	5 450	7 123	4 778	-2 926	7 557	13 491	35 838
Effets du marché monétaire canadien	2 380	-2 097	1 900	-1 939	978	-1 617	-1 461	-430
Autres investissements	17 821	-8 979	-6 076	9 537	8 144	18 946	16 846	-6 792
Emprunts	4 024	-6 876	-1 414	8 013	2 630	-5 469	1 422	-3 067
Dépôts	14 714	-1 095	-3 654	-1 235	5 187	24 655	18 318	-554
Autres passifs	-917	-1 008	-1 008	2 760	327	-240	-2 894	-3 171
Total du passif du Canada, flux nets	38 520	9 155	8 154	20 153	11 625	38 257	46 064	56 865
Total du compte capital et financier, flux nets	-6 351	-3 906	-6 424	-10 505	-7 596	-3 784	-16 132	-22 505
Divergence statistique	-2 816	-5 679	1 196	8 137	3 203	-7 531	-2 265	-6 272

1 Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	126 433	126 065	122 118	123 704	125 901	132 277	459 697	490 950
Biens	110 929	110 564	106 434	107 681	109 910	116 201	400 175	429 134
Services	15 504	15 501	15 684	16 023	15 991	16 076	59 522	61 816
Voyages	4 172	4 210	4 329	4 227	4 053	4 047	14 776	16 709
Transports	2 806	2 923	2 711	2 904	2 863	2 990	9 836	11 053
Services commerciaux	8 139	7 977	8 271	8 441	8 639	8 602	33 475	32 540
Services gouvernementaux	387	392	373	450	436	438	1 434	1 513
Revenus de placements	9 874	9 786	9 954	10 115	11 465	11 134	29 999	38 385
Investissements directs	5 639	5 456	5 414	5 490	6 179	5 890	13 733	21 324
Intérêts	153	160	149	225	324	382	339	581
Bénéfices	5 486	5 295	5 265	5 265	5 856	5 508	13 394	20 743
Investissements de portefeuille	2 337	2 403	2 727	2 690	2 728	2 874	9 414	9 701
Intérêts	585	603	673	858	918	1 031	2 108	2 359
Dividendes	1 752	1 801	2 053	1 832	1 811	1 844	7 306	7 342
Autres investissements	1 899	1 927	1 813	1 936	2 557	2 370	6 853	7 361
Transferts courants	1 842	1 847	1 796	1 862	1 810	1 557	6 614	7 272
Privé	634	675	634	691	667	648	2 473	2 629
Officiel	1 209	1 172	1 161	1 171	1 143	909	4 141	4 642
Total des recettes	138 150	137 698	133 868	135 681	139 176	144 968	496 310	536 607
Paiements								
Biens et services	110 825	112 334	110 677	113 738	115 891	116 605	413 523	437 566
Biens	91 924	93 955	92 001	94 744	96 350	97 415	342 608	363 076
Services	18 901	18 380	18 675	18 994	19 541	19 190	70 915	74 490
Voyages	5 356	5 085	5 216	5 555	5 508	5 329	18 805	20 839
Transports	3 979	4 050	4 051	4 191	4 341	4 209	14 333	15 844
Services commerciaux	9 326	9 006	9 170	9 010	9 452	9 413	36 826	36 857
Services gouvernementaux	239	239	238	238	239	240	950	950
Revenus de placements	15 897	16 527	16 034	15 215	16 544	17 250	57 991	63 321
Investissements directs	7 155	7 711	7 422	6 547	7 356	8 760	22 387	28 556
Intérêts	565	569	565	564	568	565	1 898	2 259
Bénéfices	6 590	7 141	6 858	5 983	6 787	8 195	20 489	26 297
Investissements de portefeuille	7 013	7 002	6 799	6 795	6 847	6 702	28 980	27 749
Intérêts	6 232	6 209	6 014	5 963	6 054	5 914	25 850	24 616
Dividendes	781	793	785	833	793	788	3 129	3 134
Autres investissements	1 729	1 814	1 812	1 873	2 341	1 787	6 625	7 016
Transferts courants	1 775	1 669	1 884	2 199	1 853	1 851	6 398	6 944
Privé	977	957	1 004	1 028	1 080	1 092	3 474	3 855
Officiel	798	713	880	1 171	773	759	2 925	3 089
Total des paiements	128 497	130 530	128 594	131 153	134 288	135 706	477 913	507 830
Soldes								
Biens et services	15 608	13 731	11 441	9 965	10 010	15 672	46 174	53 384
Biens	19 005	16 609	14 432	12 937	13 560	18 786	57 567	66 058
Services	-3 397	-2 879	-2 991	-2 972	-3 550	-3 114	-11 393	-12 674
Voyages	-1 184	-875	-887	-1 328	-1 455	-1 282	-4 029	-4 130
Transports	-1 173	-1 127	-1 340	-1 286	-1 478	-1 220	-4 497	-4 791
Services commerciaux	-1 188	-1 029	-899	-569	-813	-811	-3 352	-4 317
Services gouvernementaux	148	153	135	212	196	198	484	563
Revenus de placements	-6 022	-6 741	-6 080	-5 100	-5 079	-6 116	-27 992	-24 935
Investissements directs	-1 516	-2 255	-2 008	-1 058	-1 176	-2 871	-8 654	-7 232
Intérêts	-412	-409	-416	-339	-245	-183	-1 559	-1 678
Bénéfices	-1 104	-1 846	-1 593	-719	-932	-2 687	-7 095	-5 554
Investissements de portefeuille	-4 676	-4 599	-4 073	-4 106	-4 119	-3 827	-19 566	-18 048
Intérêts	-5 647	-5 607	-5 340	-5 104	-5 137	-4 883	-23 743	-22 256
Dividendes	971	1 008	1 268	999	1 018	1 056	4 177	4 208
Autres investissements	170	113	1	63	216	582	228	345
Transferts courants	67	177	-88	-337	-43	-294	215	328
Privé	-343	-282	-370	-337	-412	-444	-1 001	-1 226
Officiel	411	459	281	0	369	150	1 216	1 554
Compte courant	9 653	7 168	5 274	4 529	4 888	9 262	18 397	28 777

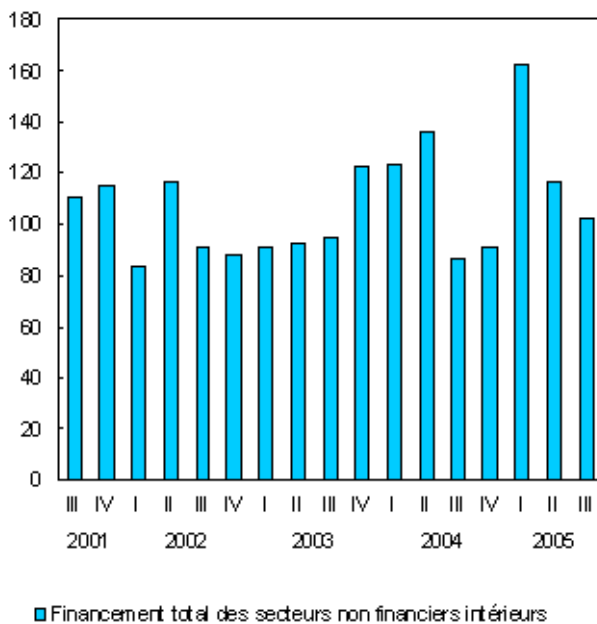
Flux financiers

Troisième trimestre de 2005

Au troisième trimestre de 2005, le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers se chiffrait à 102,2 milliards de dollars (données désaisonnalisées aux taux annuels). Cette situation était attribuable à une plus forte demande du secteur privé largement compensée par l'évolution de la situation dans le secteur public. La demande intérieure globale de fonds a baissé pour le deuxième trimestre d'affilée, principalement en raison du remboursement d'une partie de la dette publique.

La demande globale de fonds ralentit

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



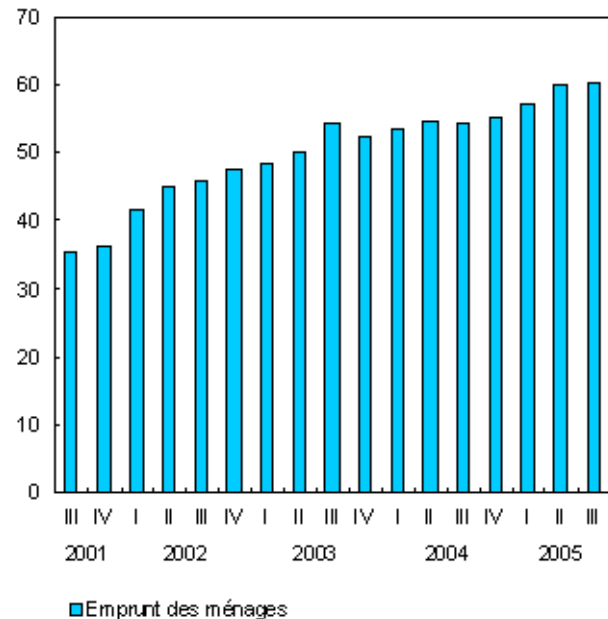
Durant le troisième trimestre, les marchés financiers ont connu une augmentation des taux d'intérêt à court terme, y compris une hausse de 25 points de base du taux d'escompte, une augmentation des taux hypothécaires, le raffermissement du dollar canadien, qui est passé à 85 cents (US), et un marché boursier plus solide.

La demande de fonds des ménages se maintient

L'emprunt des ménages s'est maintenu à peu près au même niveau qu'au deuxième trimestre en raison du recul de l'investissement en logements neufs, de la vigueur soutenue du marché de la revente des maisons, ainsi que du ralentissement des dépenses personnelles en biens et services de consommation.

L'emprunt des ménages demeure essentiellement inchangé

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

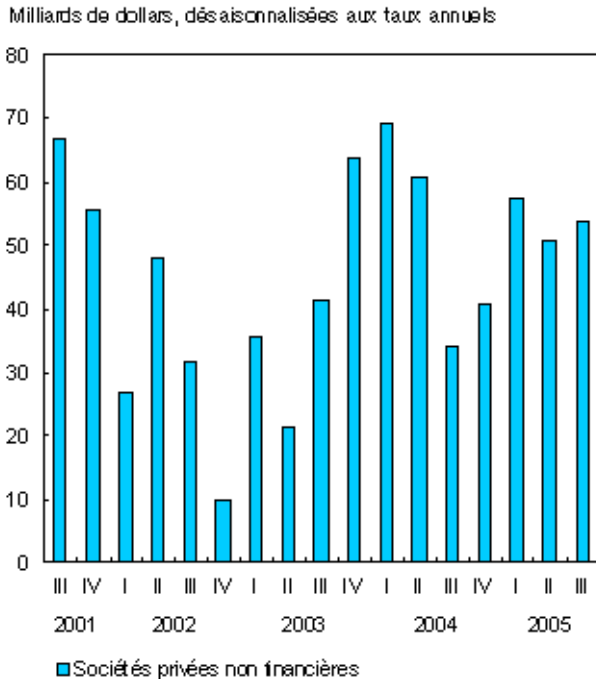
Les nouveaux tableaux présentent des données des opérations financières par secteur et illustrent le flux des fonds selon les instruments financiers. Ces tableaux montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Le ratio d'endettement du secteur des particuliers a légèrement progressé, passant de 107,8 % au deuxième trimestre à 108 % au troisième trimestre. Autrement dit, le secteur des ménages était endetté de 1,08 \$ pour chaque dollar de revenu. L'épargne personnelle a également récupéré faiblement, grâce à l'augmentation du revenu personnel disponible, pour s'établir à -0,2 %.

L'activité de financement des sociétés se raffermi

L'activité de financement des sociétés privées non financières sur le marché boursier et celui des obligations a augmenté au cours du trimestre. Cette hausse a coïncidé avec des dépenses en immobilisations plus vigoureuses ainsi qu'avec des prises de contrôle au cours du trimestre et reflétait probablement des ajustements reliés à l'accroissement du cours des actions et au relèvement des taux d'intérêt à court terme.

La demande de fonds des sociétés reflète la reprise de l'investissement des entreprises en 2005



La dette négociable du secteur des administrations publiques diminue

Au cours du trimestre, le secteur des administrations publiques a remboursé une partie de la dette négociable sur une base nette. Pour les administrations publiques tant fédérale que provinciales, les remboursements d'obligations ont largement dépassé les nouvelles émissions, tandis que les administrations provinciales ont remboursé les effets à court terme. La dette de l'administration fédérale sous forme d'obligations baisse depuis le 1er trimestre de 2000.

La dette négociable du secteur des administrations publiques diminue

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

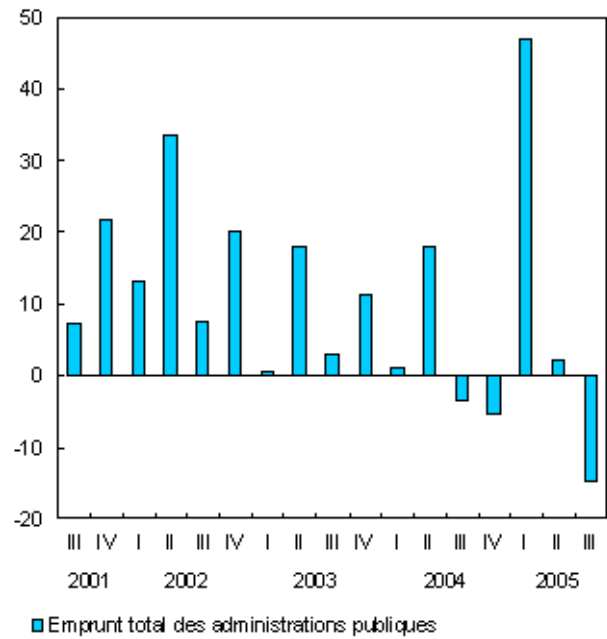


Tableau sommaire du marché financier

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	56 720	56 160	57 708	60 996	63 096	62 976	55 170	56 863
Crédit à la consommation	20 528	20 416	21 068	21 376	21 412	21 524	19 528	20 508
Emprunts bancaires	1 648	952	912	2 212	1 612	1 544	1 177	1 103
Autres emprunts	600	804	1 412	1 604	1 556	1 184	2 685	1 322
Hypothèques	33 944	33 988	34 316	35 804	38 516	38 724	31 780	33 930
Sociétés privées non financières	60 580	34 088	40 644	57 296	50 740	53 744	40 424	51 127
Emprunts bancaires	7 964	6 868	6 336	3 464	6 204	-304	-894	7 953
Autres emprunts	-3 076	-7 320	-3 308	5 404	4 724	-2 200	-2 854	-3 671
Autres effets à court terme	3 036	-3 768	9 968	7 756	972	7 000	-10 084	2 499
Hypothèques	6 368	6 772	7 052	7 812	8 596	9 876	5 272	6 442
Obligations	19 964	19 852	3 484	14 000	11 604	21 212	18 513	16 065
Actions	26 324	11 684	17 112	18 860	18 640	18 160	30 471	21 839
Entreprises publiques non financières	556	8	-2 520	-2 724	880	372	-3 366	-1 407
Emprunts bancaires	256	-132	1 384	-824	-220	720	384	170
Autres emprunts	1 212	1 224	356	-332	1 784	-440	1 486	273
Autres effets à court terme	1 092	-824	-2 220	-556	-3 032	972	-1 347	-1 159
Hypothèques	0	-4	-4	0	12	4	-6	-4
Obligations	-2 008	-252	-2 032	-1 012	2 336	-884	-3 883	-687
Actions	4	-4	-4	0	0	0	0	0
Administration fédérale	-13 516	-21 920	-28 688	34 280	-16 024	-5 152	-1 567	-18 647
Emprunts bancaires	120	120	128	188	120	124	106	140
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	3 380	-716	2 840	34 800	-9 704	5 932	12 231	-55
Obligations d'épargne du Canada	-1 128	-1 428	-3 220	-3 120	-1 676	-1 552	-1 290	-1 443
Autres obligations	-15 888	-19 896	-28 436	2 412	-4 764	-9 656	-12 614	-17 289
Autres paliers d'administration publique	31 668	18 236	23 420	12 612	17 996	-9 736	9 785	21 204
Emprunts bancaires	-40	-704	224	352	-620	-1 284	265	-502
Autres emprunts	504	1 268	1 068	1 192	188	632	630	1 087
Autres effets à court terme	26 168	-5 828	-8 500	-18 328	-5 764	-5 832	-690	-2 063
Hypothèques	-24	-20	0	12	-16	-12	-13	-7
Obligations provinciales	2 684	22 180	28 988	27 924	22 852	-4 184	8 757	20 787
Obligations municipales	2 356	1 316	1 616	1 432	1 332	916	813	1 878
Autres obligations	20	24	24	28	24	28	23	24
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	136 008	86 572	90 564	162 460	116 688	102 204	100 446	109 140
Crédit à la consommation	20 528	20 416	21 068	21 376	21 412	21 524	19 528	20 508
Emprunts bancaires	9 948	7 104	8 984	5 392	7 096	800	1 038	8 864
Autres emprunts	-760	-4 024	-472	7 868	8 252	-824	1 947	-989
Effets à court terme, Canada	3 380	-716	2 840	34 800	-9 704	5 932	12 231	-55
Autres effets à court terme	30 296	-10 420	-752	-11 128	-7 824	2 140	-12 121	-723
Hypothèques	40 288	40 736	41 364	43 628	47 108	48 592	37 033	40 361
Obligations	6 000	21 796	424	41 664	31 708	5 880	10 319	19 335
Actions	26 328	11 680	17 108	18 860	18 640	18 160	30 471	21 839

Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	966 364	975 424	986 128	994 876	1 010 196	1 024 752	930 093	970 198
	1,4	0,9	1,1	0,9	1,5	1,4	3,4	4,3
Rémunération des salariés	641 204	647 288	654 312	662 108	672 360	683 824	617 753	643 964
	1,3	0,9	1,1	1,2	1,5	1,7	4,2	4,2
Revenu net des entreprises individuelles[1]	83 712	85 068	85 296	85 320	85 732	86 480	78 438	83 893
	2,7	1,6	0,3	0,0	0,5	0,9	4,4	7,0
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	108 576	108 452	109 756	111 392	112 380	113 128	105 051	108 250
	2,2	-0,1	1,2	1,5	0,9	0,7	-0,9	3,0
Transferts courants en provenance des administrations publiques	129 028	130 616	132 944	131 888	135 660	137 336	125 153	130 158
	0,8	1,2	1,8	-0,8	2,9	1,2	2,9	4,0
Transferts courants en provenance des sociétés	1 312	1 304	1 284	1 404	1 396	1 392	1 225	1 305
	-0,6	-0,6	-1,5	9,3	-0,6	-0,3	-5,8	6,5
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 532	2 696	2 536	2 764	2 668	2 592	2 473	2 628
	-7,9	6,5	-5,9	9,0	-3,5	-2,8	-1,3	6,3
Dépenses	952 076	964 600	978 712	998 504	1 014 568	1 026 288	913 031	959 506
	1,0	1,3	1,5	2,0	1,6	1,2	4,3	5,1
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	717 384	724 980	734 376	748 228	758 268	767 396	687 791	721 235
	1,3	1,1	1,3	1,9	1,3	1,2	4,8	4,9
Transferts courants aux administrations publiques	219 132	224 088	228 356	233 640	239 256	241 688	210 540	222 702
	-0,0	2,3	1,9	2,3	2,4	1,0	2,4	5,8
Transferts courants aux sociétés	12 776	12 696	13 008	13 584	13 856	13 940	12 074	12 742
	2,3	-0,6	2,5	4,4	2,0	0,6	10,9	5,5
Transferts courants aux non-résidents	2 784	2 836	2 972	3 052	3 188	3 264	2 626	2 827
	2,5	1,9	4,8	2,7	4,5	2,4	6,5	7,7
Épargne	14 288	10 824	7 416	-3 628	-4 372	-1 536	17 062	10 692
	39,5	-24,2	-31,5	...	...	...	-28,8	-37,3
Revenu disponible[2]	747 232	751 336	757 772	761 236	770 940	783 064	719 553	747 496
	1,9	0,5	0,9	0,5	1,3	1,6	3,7	3,9
Taux d'épargne	1,9	1,4	1,0	-0,5	-0,6	-0,2	2,4	1,4

Épargne brute et transferts de capitaux	54 728	51 736	48 572	39 256	40 324	43 728	54 609	51 094
	10,9	-5,5	-6,1	-19,2	2,7	8,4	-8,3	-6,4
Épargne	14 288	10 824	7 416	-3 628	-4 372	-1 536	17 062	10 692
	39,5	-24,2	-31,5	...	...	...	-28,8	-37,3
Provisions pour consommation de capital	37 664	38 160	38 684	39 168	39 644	40 048	35 790	37 897
	1,6	1,3	1,4	1,3	1,2	1,0	5,0	5,9
Transferts nets de capitaux	2 776	2 752	2 472	3 716	5 052	5 216	1 757	2 505
	37,4	-0,9	-10,2	50,3	36,0	3,2	19,7	42,6
Moins: Acquisition de capital non financier	101 552	103 488	105 612	108 796	112 184	109 428	89 882	102 299
	3,1	1,9	2,1	3,0	3,1	-2,5	14,4	13,8
Prêt net	-46 824	-51 752	-57 040	-69 540	-71 860	-65 700	-35 273	-51 205

Transactions: actifs financiers	11 292	10 224	-800	-1 864	-11 084	4 152	17 324	8 637

Argent et dépôts	37 884	21 124	22 228	5 244	9 960	26 452	20 734	27 938

Titres de dette canadiens	-10 400	-19 952	-21 112	-15 500	-12 784	-14 124	-5 276	-17 087

Actions de sociétés et fonds mutuels	-3 664	1 828	-484	11 628	6 724	7 256	-1 539	406

Assurance-vie et rentes	34 708	34 320	19 144	32 732	20 656	31 952	23 561	32 913

Autres actifs financiers	-47 236	-27 096	-20 576	-35 968	-35 640	-47 384	-20 156	-35 533

Transactions: passif	56 188	60 816	55 880	63 916	63 396	70 260	53 864	58 049

Crédit à la consommation	20 528	20 416	21 068	21 376	21 412	21 524	19 528	20 508

Emprunts bancaires et autres emprunts	2 248	1 756	2 324	3 816	3 168	2 728	3 862	2 425

Hypothèques	33 944	33 988	34 316	35 804	38 516	38 724	31 780	33 930

Comptes à payer	-532	4 656	-1 828	2 920	300	7 284	-1 306	1 186

Investissement financier net	-44 896	-50 592	-56 680	-65 780	-74 480	-66 108	-36 540	-49 412

Divergence du secteur	-1 928	-1 160	-360	-3 760	2 620	408	1 267	-1 793

1 Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

2 Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	318 156	326 440	331 640	331 620	340 792	361 936	290 514	318 755
	6,5	2,6	1,6	-0,0	2,8	6,2	7,9	9,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	177 176	178 804	181 484	183 508	189 512	199 820	147 592	175 148
	8,6	0,9	1,5	1,1	3,3	5,4	8,7	18,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	11 324	12 084	12 124	12 956	12 788	13 568	11 630	11 842
	-4,3	6,7	0,3	6,9	-1,3	6,1	0,9	1,8
Ajustement de la valeur des stocks	-5 856	796	2 828	-944	-2 424	4 540	5 075	-1 669

Intérêts, dividendes et recettes diverses[1]	69 168	68 904	69 172	69 372	73 252	76 060	60 132	67 177
	12,5	-0,4	0,4	0,3	5,6	3,8	1,8	11,7
Intérêts sur la dette de consommation	12 776	12 696	13 008	13 584	13 856	13 940	12 074	12 742
	2,3	-0,6	2,5	4,4	2,0	0,6	10,9	5,5
Intérêts sur la dette publique[2]	53 568	53 156	53 024	53 144	53 808	54 008	54 011	53 515
	-1,4	-0,8	-0,2	0,2	1,2	0,4	-2,1	-0,9
Dépenses	229 480	230 156	237 428	231 812	239 360	244 312	215 322	228 676
	5,4	0,3	3,2	-2,4	3,3	2,1	3,1	6,2
Intérêts, dividendes et paiements divers	181 148	181 228	187 492	181 060	186 356	189 696	172 948	180 707
	4,7	0,0	3,5	-3,4	2,9	1,8	1,0	4,5
Impôts directs	46 684	47 416	48 408	49 104	51 308	52 952	40 963	46 424
	8,1	1,6	2,1	1,4	4,5	3,2	13,8	13,3
Autres transferts courants	1 648	1 512	1 528	1 648	1 696	1 664	1 411	1 545
	10,5	-8,3	1,1	7,9	2,9	-1,9	-11,1	9,5
Épargne	88 676	96 284	94 212	99 808	101 432	117 624	75 192	90 079
	9,3	8,6	-2,2	5,9	1,6	16,0	24,7	19,8
Épargne brute et transferts de capitaux	202 052	213 072	209 268	215 204	219 548	237 100	182 011	204 234
	4,9	5,5	-1,8	2,8	2,0	8,0	11,6	12,2
Épargne	88 676	96 284	94 212	99 808	101 432	117 624	75 192	90 079
	9,3	8,6	-2,2	5,9	1,6	16,0	24,7	19,8
Provisions pour consommation de capital	110 632	111 892	112 892	114 128	115 636	117 156	105 345	111 078
	1,6	1,1	0,9	1,1	1,3	1,3	5,1	5,4
Transferts nets de capitaux	2 744	4 896	2 164	1 268	2 480	2 320	1 474	3 077
	9,6	78,4	-55,8	-41,4	95,6	-6,5	-43,8	108,8
Moins: Acquisition de capital non financier	121 888	138 892	145 276	141 240	138 944	144 744	124 477	131 326
	2,2	14,0	4,6	-2,8	-1,6	4,2	7,3	5,5
Prêt net	80 164	74 180	63 992	73 964	80 604	92 356	57 534	72 908

Transactions: actifs financiers	420 308	308 204	291 348	436 960	467 424	465 316	235 098	340 274

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	20 528	20 416	21 068	21 376	21 412	21 524	19 528	20 508

Prêts bancaires et autres prêts	32 680	21 096	23 880	7 740	12 548	11 520	-586	25 707

Hypothèques	47 436	42 860	45 096	48 336	52 760	57 916	39 689	44 560

Effets à court terme	15 308	-4 408	-7 724	27 652	-4 800	34 160	-2 166	-3 947

Obligations	27 568	38 032	32 720	76 540	91 956	55 640	45 481	54 007

Actions	31 188	32 380	10 876	15 660	31 668	-6 600	7 792	21 955

Investissements étrangers	36 988	18 704	9 952	41 076	52 588	58 680	23 352	15 962

Transactions: passif	347 344	237 808	227 252	358 816	377 272	381 516	178 747	272 214

<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	122 960	88 036	83 252	76 780	130 884	93 600	49 963	86 753

Emprunts bancaires et autres emprunts	16 672	4 068	15 844	15 612	14 016	7 092	-6 576	12 890

Effets à court terme	-408	-3 600	8 708	22 692	12 596	26 204	-15 700	-948

Obligations	63 852	59 800	42 764	50 412	67 412	69 148	56 191	61 810

Actions	51 604	22 324	11 404	57 484	51 676	61 340	33 279	32 706

Assurance-vie et rentes	29 580	30 076	18 152	31 028	16 884	31 076	22 000	29 726

Investissement financier net	72 964	70 396	64 096	78 144	90 152	83 800	56 351	68 060

Divergence du secteur	7 200	3 784	-104	-4 180	-9 548	8 556	1 183	4 848

1 Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

2 L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Comptes sectoriels - administrations publiques

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	517 184	526 428	534 948	541 396	550 440	558 204	493 786	521 752
	1,7	1,8	1,6	1,2	1,7	1,4	4,7	5,7
Impôts sur revenus	199 100	204 132	208 712	213 908	221 020	223 804	185 920	201 794
	2,0	2,5	2,2	2,5	3,3	1,3	3,3	8,5
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	61 820	62 280	62 916	63 532	64 084	64 332	60 094	62 199
	0,1	0,7	1,0	1,0	0,9	0,4	5,7	3,5
Impôts sur production et importations	164 268	166 252	168 024	169 544	171 184	172 416	158 354	165 066
	1,6	1,2	1,1	0,9	1,0	0,7	4,5	4,2
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 732	9 780	9 784	9 988	10 032	10 140	9 626	9 776
	-0,8	0,5	0,0	2,1	0,4	1,1	4,3	1,6
Revenus de placements	41 736	43 228	44 980	42 612	42 580	45 280	40 902	42 454
	4,7	3,6	4,1	-5,3	-0,1	6,3	9,9	3,8
Ventes de biens et services[1]	40 528	40 756	40 532	41 812	41 540	42 232	38 890	40 463
	1,2	0,6	-0,5	3,2	-0,7	1,7	5,2	4,0
Dépenses	500 188	502 596	508 588	514 172	521 792	529 296	485 971	502 119
	0,6	0,5	1,2	1,1	1,5	1,4	4,4	3,3
Dépenses courantes brutes en biens et services[1]	288 568	290 112	292 708	298 104	303 640	308 432	275 521	288 997
	1,4	0,5	0,9	1,8	1,9	1,6	5,6	4,9
Transferts courants	148 708	150 224	154 080	154 304	155 724	158 568	145 669	150 420
	0,0	1,0	2,6	0,1	0,9	1,8	5,7	3,3
Intérêts sur la dette publique	62 912	62 260	61 800	61 764	62 428	62 296	64 781	62 702
	-1,4	-1,0	-0,7	-0,1	1,1	-0,2	-3,2	-3,2
Épargne	16 996	23 832	26 360	27 224	28 648	28 908	7 815	19 633
	49,8	40,2	10,6	3,3	5,2	0,9	29,8	151,2
Épargne brute et transferts de capitaux	39 556	44 156	50 148	51 808	52 716	52 968	31 028	41 846
	18,0	11,6	13,6	3,3	1,8	0,5	8,6	34,9
Épargne	16 996	23 832	26 360	27 224	28 648	28 908	7 815	19 633
	49,8	40,2	10,6	3,3	5,2	0,9	29,8	151,2
Provisions pour consommation de capital	23 244	23 500	23 832	24 160	24 500	24 768	22 467	23 387
	1,2	1,1	1,4	1,4	1,4	1,1	3,5	4,1
Transferts nets de capitaux	-684	-3 176	-44	424	-432	-708	746	-1 174
	...	...	...	...	...	...	-11,8	...
Moins: Acquisition de capital non financier	33 376	33 428	33 124	33 924	34 388	34 656	30 968	33 112
	2,6	0,2	-0,9	2,4	1,4	0,8	4,3	6,9
Prêt net	6 180	10 728	17 024	17 884	18 328	18 312	60	8 734

Transactions: actifs financiers	35 484	1 676	12 124	84 988	47 772	35 532	25 916	17 536

Argent et dépôts	2 764	5 680	-7 380	5 868	1 868	-248	56	-1 545

Prêts	7 196	7 404	5 892	5 192	3 452	2 532	4 263	5 657

Titres canadiens	35 092	-3 120	18 452	40 820	15 644	9 164	8 062	11 602

Autres actifs financiers	-9 568	-8 288	-4 840	33 108	26 808	24 084	13 535	1 822

Transactions: passif	25 724	-5 280	3 772	68 132	26 536	13 440	24 763	10 909

Emprunts bancaires et autres emprunts	584	684	1 420	1 732	-312	-528	1 001	725

Effets à court terme	29 548	-6 544	-5 660	16 472	-15 468	100	11 541	-2 118

Obligations	-11 700	1 692	-1 576	26 788	16 796	-14 696	-5 913	3 297

Autres passifs	7 292	-1 112	9 588	23 140	25 520	28 564	18 134	9 005

Investissement financier net	9 760	6 956	8 352	16 856	21 236	22 092	1 153	6 627

Divergence du secteur	-3 580	3 772	8 672	1 028	-2 908	-3 780	-1 093	2 107

1 Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Comptes sectoriels - non-résidents

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	503 000	506 844	505 008	513 172	525 488	528 036	470 199	496 079
	7,1	0,8	-0,4	1,6	2,4	0,5	-3,2	5,5
Ventes de biens (importations)	367 712	375 832	368 000	378 980	385 396	389 676	342 611	363 079
	7,9	2,2	-2,1	3,0	1,7	1,1	-4,0	6,0
Ventes de services (importations)	76 404	74 268	75 460	76 812	79 108	77 712	71 759	75 267
	2,0	-2,8	1,6	1,8	3,0	-1,8	1,2	4,9
Intérêts, dividendes et recettes diverses	51 784	50 068	54 008	48 584	53 572	53 244	49 431	50 788
	9,5	-3,3	7,9	-10,0	10,3	-0,6	-5,4	2,7
Transferts courants	7 100	6 676	7 540	8 796	7 412	7 404	6 398	6 945
	9,8	-6,0	12,9	16,7	-15,7	-0,1	7,4	8,5
Dépenses	540 124	536 540	521 656	529 048	542 256	566 360	489 451	523 218
	9,2	-0,7	-2,8	1,4	2,5	4,4	-3,9	6,9
Achats de biens (exportations)	443 740	442 276	425 736	430 724	439 648	464 808	400 176	429 140
	9,6	-0,3	-3,7	1,2	2,1	5,7	-3,4	7,2
Achats de services (exportations)	63 624	63 672	64 400	65 832	65 836	66 188	61 090	63 440
	2,5	0,1	1,1	2,2	0,0	0,5	-4,6	3,8
Intérêts, dividendes et paiements divers	25 392	23 208	24 336	25 044	29 532	29 136	21 575	23 367
	23,7	-8,6	4,9	2,9	17,9	-1,3	-11,4	8,3
Transferts courants	7 368	7 384	7 184	7 448	7 240	6 228	6 610	7 271
	3,1	0,2	-2,7	3,7	-2,8	-14,0	-4,0	10,0
Épargne	-37 124	-29 696	-16 648	-15 876	-16 768	-38 324	-19 252	-27 139

Épargne brute et transferts de capitaux	-41 960	-34 168	-21 240	-21 284	-23 868	-45 152	-23 229	-31 547

Épargne	-37 124	-29 696	-16 648	-15 876	-16 768	-38 324	-19 252	-27 139

Transferts nets de capitaux	-4 836	-4 472	-4 592	-5 408	-7 100	-6 828	-3 977	-4 408

Prêt net[1]	-41 960	-34 168	-21 240	-21 284	-23 868	-45 152	-23 229	-31 547

Transactions: actifs financiers	80 268	51 552	41 728	61 760	42 788	122 832	36 204	45 684

Argent et dépôts	34 752	-3 968	3 832	2 660	2 080	10 904	6 028	2 184

Prêts	-7 724	-8 504	-5 772	5 848	-1 588	-340	-2 716	-5 861

Effets à court terme	7 332	-1 344	440	-800	-2 916	968	-2 172	-151

Obligations	20 480	34 980	26 124	-3 556	1 512	5 824	7 895	19 550

Actions	48 712	25 712	36 448	24 848	-18 740	30 376	13 492	35 839

Autres actifs financiers	-23 284	4 676	-19 344	32 760	62 440	75 100	13 677	-5 877

Transactions: passif	118 096	78 312	57 496	90 980	79 696	162 616	57 168	70 959

Réserves officielles	-1 072	2 456	-13 648	10 352	-2 064	-2 716	-4 694	-3 426

Argent et dépôts	5 180	-888	17 724	14 984	-404	13 120	6 874	8 030

Emprunts bancaires et autres emprunts	12 648	13 488	4 412	-2 380	-2 460	4 420	2 674	9 463

Investissements étrangers	28 904	22 716	15 656	47 340	45 400	54 040	25 019	15 461

Autres passifs	72 436	40 540	33 352	20 684	39 224	93 752	27 295	41 431

Investissement financier net	-37 828	-26 760	-15 768	-29 220	-36 908	-39 784	-20 964	-25 275

Divergence du secteur	-4 132	-7 408	-5 472	7 936	13 040	-5 368	-2 265	-6 272

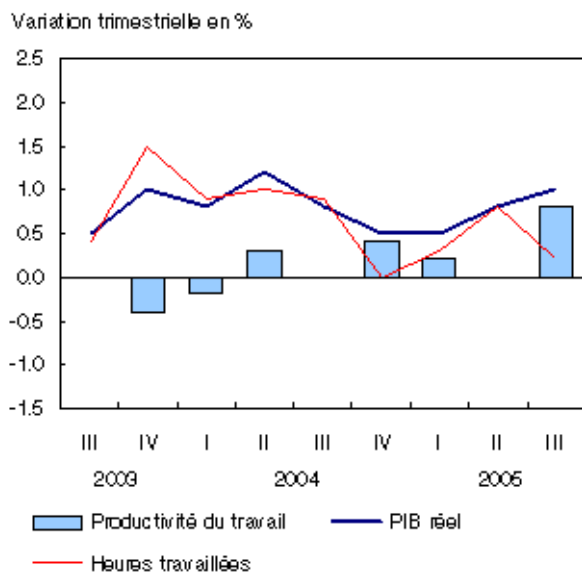
1 Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Troisième trimestre de 2005

Au cours du troisième trimestre, la productivité du travail des entreprises canadiennes a affiché sa meilleure performance en près de quatre ans.

La croissance de la productivité rebondit après un trimestre stagnant



Après deux trimestres de stagnation, la productivité du travail des entreprises canadiennes a augmenté de 0,8% au troisième trimestre de 2005. Il s'agit de la meilleure performance depuis les trois derniers mois de 2001.

La productivité du travail, telle que mesurée par le produit intérieur brut (PIB) réel par heure travaillée, est l'un des facteurs essentiels de l'amélioration du niveau de vie de la population à long terme. Elle constitue également la principale source de croissance économique.

Généralement, les entreprises réalisent des gains de productivité lorsque leur PIB croît plus vite que les heures travaillées consacrées à cette production.

Au Canada, la productivité s'est accrue au Canada parce que la production a augmenté beaucoup plus que les heures travaillées. Ceci contraste avec les deux premiers trimestres de 2005 où la croissance du PIB évoluait en tandem avec celle des heures travaillées, ce qui avait entraîné de faibles gains de productivité.

La croissance de la productivité s'accélère dans le secteur des biens

Pour la première fois au cours des trois derniers trimestres, la croissance de la productivité du secteur des biens a surpassé celle du secteur des services.

Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez la page *Aperçu du programme de recherche et une description des publications de notre site Web*. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Pour cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 1997 afin d'incorporer l'ajustement aux nouveaux repères annuels des heures travaillées et les données révisées du produit intérieur brut par industrie qui ont été publiées dans *Le Quotidien* du 8 novembre 2005.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La rémunération pour tous les emplois incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains**: Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Après avoir diminué de 0,6% au deuxième trimestre, la croissance de la productivité du secteur des biens s'est accélérée au troisième trimestre pour atteindre 1,2%, presque le double de celle enregistrée dans le secteur des services.

Cette hausse s'est produite dans le contexte d'une hausse de 1,2% du PIB combinée à une légère augmentation des heures travaillées. Le dynamisme économique observé dans le secteur des biens au troisième trimestre repose essentiellement sur les industries liées à l'énergie, à la production de véhicules automobiles et à l'agriculture, les forêts et la pêche.

La croissance de la productivité dans le secteur des services a doublé, passant de 0,3% au deuxième trimestre à 0,7% au troisième trimestre. La croissance économique dans ce secteur s'est maintenue à un même rythme que celui du deuxième trimestre pendant que les heures travaillées ralentissaient.

Au troisième trimestre, les gains de productivité dans le secteur des biens ont été soutenus surtout par la reprise de la productivité dans la fabrication qui a progressé de 1,5% après avoir ralenti au deuxième trimestre (+0,2%). Depuis le deuxième trimestre de 2004, la productivité du travail dans ce secteur a progressé en moyenne de 1,5%.

Plusieurs industries du secteur des biens ont également amélioré leur productivité au troisième trimestre. C'est notamment le cas du secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (+2,7%), mais aussi de la construction (+0,7%).

La performance de la productivité chez les fabricants au troisième trimestre est survenue dans le contexte d'une reprise de la production manufacturière et de la poursuite des efforts de rationalisation des effectifs qui ont entraîné un recul des heures travaillées pour un cinquième trimestre consécutif dans ce secteur.

Tout en continuant à ajuster leurs effectifs à la baisse, les fabricants ont réussi à accroître leur production de 0,9% au troisième trimestre. La production avait reculé de 0,5% au deuxième trimestre. La production accrue de véhicules automobiles et de pièces a contribué en grande partie à la progression des activités manufacturières. Parallèlement, les heures travaillées reculaient de 0,7%, soit sensiblement au même rythme que les deux premiers trimestres de 2005.

Exception faite des services administratifs et de gestion de déchets ainsi que du commerce de détail, toutes les autres industries qui composent le secteur des services ont enregistré des hausses de leur productivité au troisième trimestre. C'est notamment le cas de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle (+3,4%), du commerce de gros (+1,1%) et du transport et l'entreposage (+1,0%).

L'activité économique dans le commerce de gros a progressé de 1,3% au troisième trimestre surtout en raison de la hausse des ventes d'automobiles des fabricants aux concessionnaires qui étaient favorisées par des programmes incitatifs spéciaux offerts aux consommateurs.

La production de l'industrie de transport et de l'entreposage s'est intensifiée au troisième trimestre, progressant de 2,1%. La majeure partie de cette croissance est attribuable au camionnage, au transport ferroviaire et aux autres activités de soutien au transport qui ont tiré parti de la progression du commerce de gros et des industries liées à l'énergie.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre demeurent stables

Avec des gains trimestriels de 0,8% de productivité du travail combinés à une forte augmentation de 1,6% de la rémunération horaire, les coûts unitaires de main d'oeuvre ont augmenté de 0,7% au troisième trimestre. Cela maintient ainsi un rythme d'augmentation similaire à la moyenne des trois derniers trimestres.

Les coûts unitaires de la main d'oeuvre sont un indicateur qui permet de mesurer les changements relatifs entre la rémunération horaire et la productivité du travail.

Les coûts de la main-d'oeuvre par unité produite dans le secteur des services ont connu une hausse de 0,8% au troisième trimestre, soit un rythme identique à celui du trimestre précédent. Du côté du secteur des biens, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont progressé de 0,7% au troisième trimestre, après avoir augmenté de seulement 0,2% au deuxième trimestre.

Parmi les industries ayant affiché les reculs les plus marqués au chapitre des coûts unitaires de main-d'oeuvre entre juillet et septembre de 2005 figuraient celles de l'information et des services culturels, ainsi que celle du transport et de l'entreposage. À l'opposé, les hausses les plus importantes ont été enregistrées dans le secteur de l'hébergement et de services de restauration, et dans celui des services administratifs et de gestion des déchets.

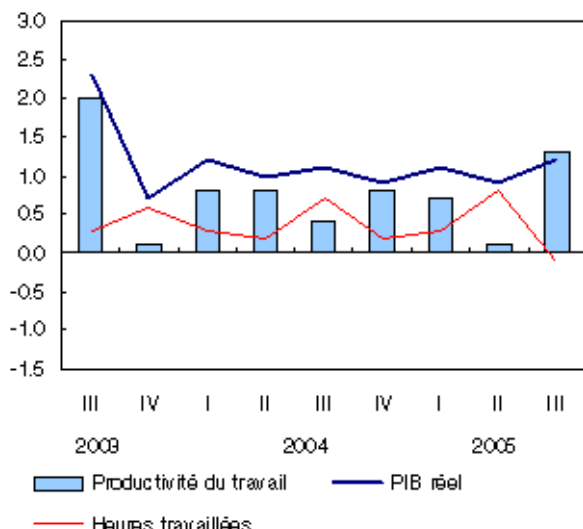
En raison de sa performance de productivité au troisième trimestre, le secteur de fabrication a réussi à ralentir ses coûts unitaires de main d'oeuvre par unité produite, passant de 0,6% au deuxième trimestre à 0,3% au troisième trimestre.

Une performance similaire des marchés de l'emploi canadien et américain depuis le début de 2005

Alors que le Canada et les États-Unis ont sensiblement affiché le même rythme de croissance du PIB lors du troisième trimestre de 2005, le déclin des heures travaillées au sud de la frontière a permis aux entreprises américaines d'afficher de meilleurs gains de productivité.

La croissance de la productivité américaine rebondit après une pause

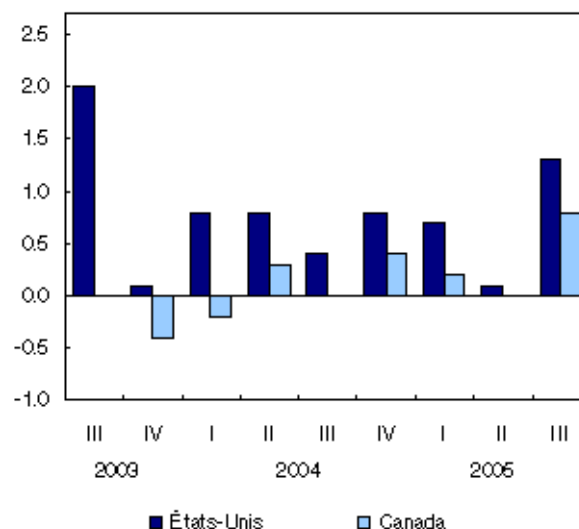
Variation trimestrielle en %



Aux États-Unis, la productivité du travail s'est accrue de 1,3%, soit sa meilleure performance des deux dernières années. Néanmoins, la croissance de la productivité au Canada a permis de maintenir l'écart entre les deux pays comparable à la moyenne des six derniers trimestres.

La productivité rebondit au Canada et aux États-Unis

Variation trimestrielle en %



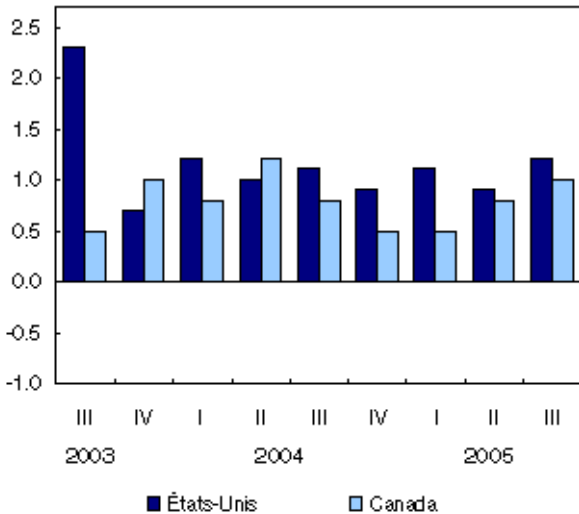
Les deux pays ont enregistré une croissance similaire du PIB, pendant que leur marché du travail marquait une accalmie au troisième trimestre. Cependant, le ralentissement dans les heures travaillées était beaucoup plus prononcé aux États-Unis.

La croissance du PIB des entreprises canadiennes s'est accrue de 1,0 % au troisième trimestre, comparativement à 0,8 % au deuxième trimestre.

Malgré la perturbation de l'activité économique attribuable aux ouragans, la croissance du PIB des entreprises américaines a atteint 1,2% au troisième trimestre, poursuivant ainsi le rythme des sept derniers trimestres. Durant cette période, la progression du PIB américain s'est accrue en moyenne de 1,0% par trimestre.

La croissance du PIB accélère légèrement dans les deux pays

Variation trimestrielle en %



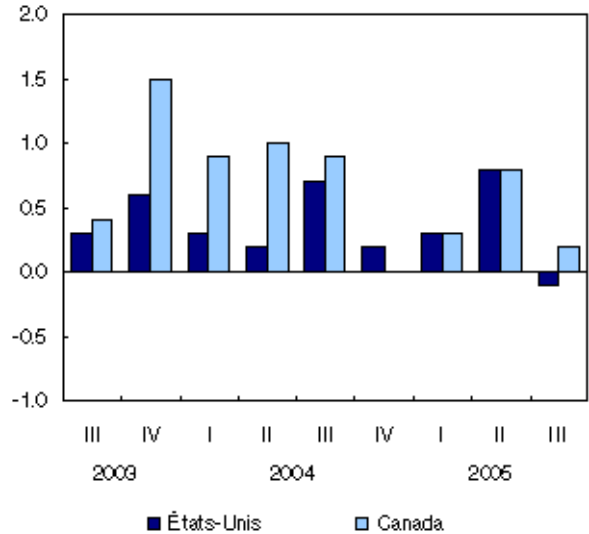
La croissance de l'activité économique au Canada durant le troisième trimestre a reposé essentiellement sur la forte reprise des exportations, surtout des produits automobiles et de produits de l'agriculture et de la pêche. La vigueur soutenue de l'investissement des entreprises, sous l'impulsion du secteur de l'énergie, a également contribué.

Aux États-Unis, ce sont les dépenses de consommation des ménages qui ont fourni encore une fois l'essentiel de la croissance du PIB au troisième trimestre. Le matériel et les logiciels informatiques, les dépenses du gouvernement fédéral ainsi que les investissements résidentiels y ont également contribué.

Au Canada, la croissance de l'activité économique était accompagnée d'un marché du travail moins dynamique. Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes n'ont augmenté que de 0,2%, poursuivant tout de même leur progression au troisième trimestre, quoique plus lentement qu'au trimestre précédent.

Les heures travaillées ralentissent dans les deux pays

Variation trimestrielle en %



Entre-temps, les heures travaillées aux États-Unis ont reculé de 0,1% au troisième trimestre après avoir augmenté de 0,8% au deuxième trimestre. Il s'agissait d'un premier recul en neuf trimestres.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens en dollars américains s'accroissent

Le coût unitaire de main-d'œuvre, un indicateur important des tendances dans les coûts de production et de l'inflation, a augmenté au Canada durant le troisième trimestre alors qu'il a reculé au sud de la frontière. (Le coût unitaire de main-d'œuvre représente le coût salarial et des avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique.)

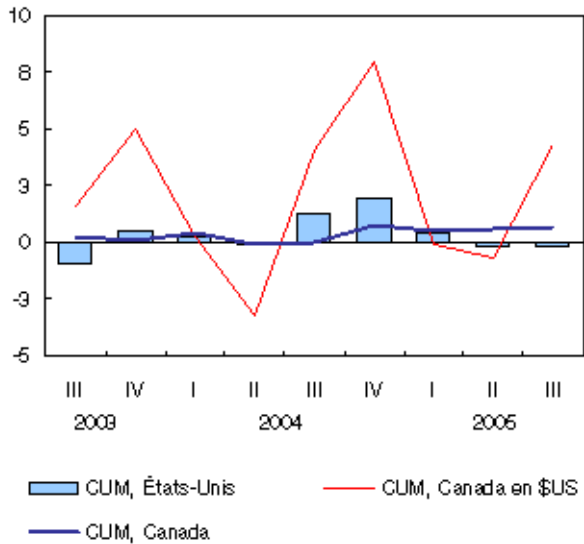
Sans tenir compte du taux de change, le coût de main-d'oeuvre par unité du PIB des entreprises canadiennes a augmenté de 0,7 % au troisième trimestre, soit un rythme similaire à la moyenne des trois derniers trimestres.

Aux États-Unis, les entreprises ont vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre reculer de 0,2% pour un deuxième trimestre consécutif. Depuis le début de 2005, l'augmentation du coût unitaire de main-d'oeuvre dans les entreprises américaines est quasiment nul.

Lorsque le taux de change est pris en compte, la position devient davantage favorable aux entreprises américaines.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US rebondissent

Variation trimestrielle en %



Après avoir plafonné et même légèrement diminué au cours des deux premiers trimestres de 2005, le dollar canadien s'est apprécié en moyenne de 3,3% au cours du troisième trimestre. Cette appréciation face à la devise américaine s'est traduite par une forte hausse de 4,3% du coût unitaire de main-d'oeuvre exprimé en dollars américains.

Les entreprises canadiennes ont cependant profité de la vigueur du dollar pour investir dans les machines et le matériel, leurs achats ayant augmenté de 3,0% au troisième trimestre.

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	0,3	0,0	0,4	0,2	0,0	0,8
PIB réel	1,2	0,8	0,5	0,5	0,8	1,0
Heures travaillées	1,0	0,9	0,0	0,3	0,8	0,2
Rémunération horaire	0,1	0,0	1,3	0,6	0,6	1,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,1	0,0	0,8	0,5	0,6	0,7
Taux de change[2]	3,2	-3,9	-6,6	0,5	1,4	-3,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-3,2	4,1	7,9	-0,1	-0,7	4,3
États-Unis						
Productivité du travail	0,8	0,4	0,8	0,7	0,1	1,3
PIB réel	1,0	1,1	0,9	1,1	0,9	1,2
Heures travaillées	0,2	0,7	0,2	0,3	0,8	-0,1
Rémunération horaire	0,8	1,6	2,7	1,2	-0,1	1,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,1	1,3	1,9	0,4	-0,2	-0,2
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	-0,4	-0,4	0,4	0,8	0,5	1,3
PIB réel	3,5	3,9	3,4	3,0	2,5	2,7
Heures travaillées	3,9	4,3	2,8	2,3	2,0	1,3
Rémunération horaire	0,3	-0,1	1,6	1,9	2,4	4,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,7	0,4	1,0	1,1	1,9	2,6
Taux de change[2]	-2,8	-5,3	-7,2	-6,9	-8,6	-8,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	3,4	5,9	8,9	8,6	11,4	11,7
États-Unis						
Productivité du travail	3,8	2,1	2,8	2,7	2,1	3,1
PIB réel	5,3	4,0	4,2	4,1	4,1	4,2
Heures travaillées	1,4	1,8	1,4	1,3	2,0	1,1
Rémunération horaire	3,6	4,1	6,3	6,4	5,5	5,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,2	1,9	3,4	3,6	3,4	1,9
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	1,1	0,0	1,4	0,7	0,0	3,2
PIB réel	5,1	3,4	1,8	1,8	3,1	4,3
Heures travaillées	4,2	3,5	0,0	1,4	3,1	0,7
Rémunération horaire	0,3	0,0	5,2	2,3	2,3	6,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,4	0,0	3,0	1,9	2,6	3,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-12,3	17,3	35,5	-0,3	-2,6	18,4
États-Unis						
Productivité du travail	3,4	1,4	3,1	2,9	0,8	5,4
PIB réel	4,0	4,4	3,6	4,4	4,0	5,0
Heures travaillées	0,6	3,0	0,5	1,4	3,1	-0,4
Rémunération horaire	3,3	6,5	11,3	4,7	-0,1	4,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,1	5,0	7,9	1,7	-0,9	-1,1

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,7	0,8	0,3	0,5	0,7	0,0
Heures travaillées	1,0	0,9	0,0	0,3	0,8	0,2
Heures moyennes	0,4	0,0	-0,2	-0,1	0,0	0,2
Part du travail[2]	-1,7	-1,0	0,3	0,2	0,2	-1,6
États-Unis						
Tous les emplois	0,6	0,5	0,3	0,7	0,5	-0,1
Heures travaillées	0,2	0,7	0,2	0,3	0,8	-0,1
Heures moyennes	-0,4	0,2	-0,2	-0,3	0,3	-0,1
Part du travail[2]	-0,9	1,0	1,3	-0,2	-0,9	-1,0
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	2,4	2,5	1,8	2,2	2,2	1,4
Heures travaillées	3,9	4,3	2,8	2,3	2,0	1,3
Heures moyennes	1,5	1,7	1,0	0,1	-0,3	-0,1
Part du travail[2]	-3,2	-3,6	-2,9	-2,1	-0,2	-0,9
États-Unis						
Tous les emplois	1,6	1,7	1,6	2,0	2,0	1,4
Heures travaillées	1,4	1,8	1,4	1,3	2,0	1,1
Heures moyennes	-0,1	0,2	-0,3	-0,7	0,0	-0,3
Part du travail[2]	-2,8	-0,5	0,7	1,2	1,2	-0,8
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	2,8	3,1	1,0	2,0	2,7	0,0
Heures travaillées	4,2	3,5	0,0	1,4	3,1	0,7
Heures moyennes	1,6	0,0	-0,8	-0,4	0,0	0,8
Part du travail[2]	-6,6	-3,8	1,3	0,9	0,9	-6,3
États-Unis						
Tous les emplois	2,4	2,1	1,0	2,7	2,0	-0,3
Heures travaillées	0,6	3,0	0,5	1,4	3,1	-0,4
Heures moyennes	-1,6	0,8	-0,8	-1,2	1,2	-0,4
Part du travail[2]	-3,6	4,2	5,4	-0,8	-3,6	-4,0

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	111,5	112,7	113,3	113,5	112,8	114,1	111,3	112,0
	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,7</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	136,2	143,6	138,8	134,8	130,4	133,9	130,5	137,9
	<i>2,4</i>	<i>5,4</i>	<i>-3,3</i>	<i>-2,9</i>	<i>-3,3</i>	<i>2,7</i>	<i>9,0</i>	<i>5,7</i>
Construction	109,8	108,6	108,9	110,4	109,9	110,6	112,6	109,7
	<i>-1,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>-2,5</i>	<i>-2,6</i>
Fabrication	114,9	118,0	119,6	120,8	121,0	122,8	112,0	116,3
	<i>2,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,8</i>
Secteur des entreprises - services	113,2	112,6	113,1	113,6	113,9	114,7	114,0	113,1
	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,9</i>
Commerce de gros	122,6	122,0	122,2	124,5	130,0	131,4	118,8	122,0
	<i>1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>1,9</i>	<i>4,4</i>	<i>1,1</i>	<i>5,6</i>	<i>2,7</i>
Commerce de détail	115,6	115,5	116,6	117,2	115,8	115,4	117,7	115,7
	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,7</i>
Transport et entreposage	108,1	108,6	111,0	112,2	112,2	113,3	108,2	108,9
	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,6</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	120,9	114,7	114,5	113,9	114,4	118,3	116,6	116,7
	<i>3,7</i>	<i>-5,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>3,4</i>	<i>4,1</i>	<i>0,1</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	110,9	108,0	106,8	107,0	107,4	108,2	109,6	109,2
	<i>0,0</i>	<i>-2,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	117,1	116,1	116,6	115,6	113,5	114,6	117,7	116,6
	<i>0,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,9</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	95,6	93,8	94,4	94,9	93,9	92,7	99,2	95,0
	<i>-0,6</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>-6,1</i>	<i>-4,2</i>
Hébergement et services de restauration	107,5	105,0	104,3	104,7	106,7	107,4	113,3	106,5
	<i>-1,5</i>	<i>-2,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>-3,9</i>	<i>-6,0</i>
Autres services commerciaux	115,0	119,4	120,7	119,8	118,6	118,5	116,2	118,2
	<i>-2,2</i>	<i>3,8</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,7</i>

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	104,1	102,7	103,6	104,4	104,6	105,3	105,7	104,0
	-1,3	-1,3	0,9	0,8	0,2	0,7	3,4	-1,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	86,3	82,3	84,7	87,0	84,5	84,1	90,5	86,3
	-6,2	-4,6	2,9	2,7	-2,9	-0,5	-6,0	-4,6
Construction	99,0	97,2	96,9	97,6	97,5	99,0	105,5	98,4
	-1,3	-1,8	-0,3	0,7	-0,1	1,5	6,6	-6,7
Fabrication	100,9	99,4	100,3	99,9	100,5	100,8	102,2	100,7
	-1,3	-1,5	0,9	-0,4	0,6	0,3	2,5	-1,4
Secteur des entreprises - services	106,9	107,8	108,5	108,6	109,5	110,4	104,9	107,4
	0,6	0,8	0,6	0,1	0,8	0,8	1,2	2,3
Commerce de gros	92,6	92,0	93,3	92,0	89,0	90,0	93,9	92,9
	-1,3	-0,6	1,4	-1,4	-3,3	1,1	-1,8	-1,0
Commerce de détail	104,3	104,2	103,2	101,8	104,9	105,9	99,4	103,3
	2,9	-0,1	-1,0	-1,4	3,0	1,0	1,8	3,9
Transport et entreposage	110,6	112,1	111,1	110,7	113,0	112,2	111,3	111,1
	0,1	1,4	-0,9	-0,4	2,1	-0,7	3,1	-0,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	95,8	95,7	97,3	98,0	99,2	97,9	94,5	96,0
	0,7	-0,1	1,7	0,7	1,2	-1,3	-6,5	1,5
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	109,4	110,8	112,0	113,3	115,3	117,0	107,3	110,3
	0,4	1,3	1,1	1,2	1,8	1,5	2,3	2,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	110,1	110,2	112,9	114,5	115,2	116,1	107,7	111,1
	-1,1	0,1	2,5	1,4	0,6	0,8	1,8	3,2
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	126,9	128,2	129,7	130,6	133,7	137,7	117,7	127,5
	1,4	1,0	1,2	0,7	2,4	3,0	3,3	8,3
Hébergement et services de restauration	116,4	122,0	119,0	118,0	121,9	129,5	114,4	117,3
	4,1	4,8	-2,5	-0,8	3,3	6,2	4,2	2,5
Autres services commerciaux	103,5	105,0	106,2	107,9	107,5	106,8	102,3	104,4
	0,5	1,4	1,1	1,6	-0,4	-0,7	2,6	2,1

Bilan des investissements internationaux

Troisième trimestre de 2005

Le passif net des Canadiens envers les résidents étrangers était en hausse de 17 milliards de dollars en septembre après avoir atteint son plus bas niveau en deux décennies en juin dernier. L'appréciation du dollar canadien a fait chuter la valeur des actifs internationaux du Canada de 46,3 milliards de dollars.

Le passif net des Canadiens envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, s'établissait à 170,4 milliards de dollars à la fin du troisième trimestre. Il s'agit d'une hausse de 11,2 % par rapport au passif de 153,2 milliards de dollars atteint à la fin du trimestre précédent, qui était le plus bas en plus de deux décennies.

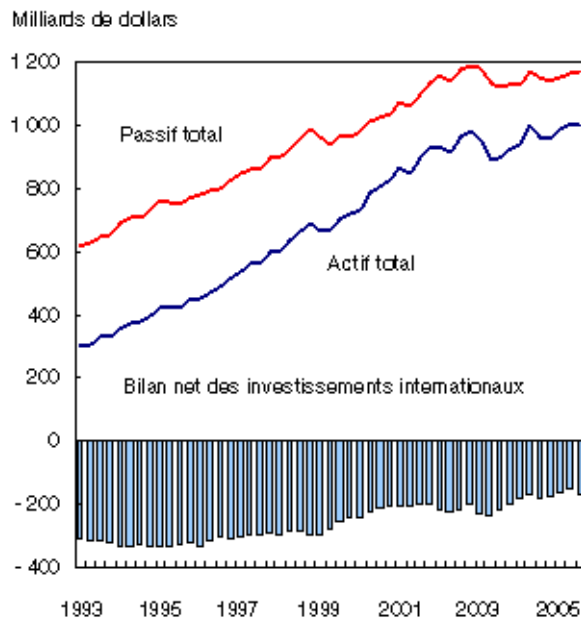
La valeur de l'actif international a diminué de 5,6 milliards de dollars par rapport à la fin du deuxième trimestre pour se situer à 1 001,1 milliards de dollars. Le dollar, qui a gagné 5,4 % par rapport à la devise américaine au cours du trimestre, a enlevé 46,3 milliards de dollars à la valeur de cet actif, ce qui a compensé toutes les opérations nettes.

Parallèlement, le passif international du Canada a enregistré une hausse de 11,6 milliards de dollars, passant ainsi à 1 171,4 milliards de dollars. La progression du dollar a enlevé 22,3 milliards de dollars à la position, mais les opérations nettes de 38,2 milliards de dollars lui ont largement fait contrepoids.

Par conséquent, le passif net à l'étranger représentait 12,3 % du produit intérieur brut du Canada à la fin du troisième trimestre, contre 11,4 % le trimestre précédent.

Le dollar canadien a gagné du terrain par rapport à la plupart des autres grandes devises au troisième trimestre, dont une progression de 6,2 % par rapport à l'euro et de 7,9 % par rapport au yen japonais.

Bilan des investissements internationaux du Canada



Actif : Les investissements directs canadiens à l'étranger diminuent, tandis que les avoirs en obligations étrangères progressent

Le raffermissement du dollar canadien a eu sa plus forte incidence sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, lesquels ont diminué de 10,2 milliards de dollars pour se fixer à 452,1 milliards de dollars. La réévaluation du taux de change s'est traduite par une baisse de 23,3 milliards de dollars qui a largement compensé les opérations nettes de 11,8 milliards de dollars au troisième trimestre. Environ la moitié de cette baisse est imputable à l'actif en investissements directs aux États-Unis.

Note aux lecteurs

Estimations fondées sur la valeur au marché

Depuis le premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur au marché. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché soit disponible. Les estimations annuelles selon la valeur au marché des investissements directs étrangers seront disponibles en mai 2006.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont progressé de façon appréciable pour un quatrième trimestre consécutif, augmentant de près de 10 % pour atteindre 74,5 milliards de dollars à la fin de septembre. Ces avoirs se sont accrus de 30 % environ depuis le début de l'année en raison surtout d'achats. Il s'agissait de la neuvième hausse trimestrielle consécutive.

Les avoirs canadiens en actions étrangères ont reculé de 6,6 milliards de dollars pour se situer à 179,1 milliards de dollars, le niveau le plus bas depuis la fin de 2000. Le flux trimestriel de nouveaux investissements le plus élevé en près de quatre ans, joint à la vigueur des marchés boursiers étrangers, n'a pas suffi à annuler l'impact négatif du taux de change.

Les réserves internationales du Canada s'élevaient à 38,5 milliards de dollars à la fin du trimestre, le niveau le plus bas depuis le troisième trimestre de 1999. Parallèlement, l'actif-dépôts des résidents canadiens a bondi de près de 9 milliards de dollars pour atteindre un niveau record de 135,0 milliards de dollars.

Passif : Bond des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont grimpé de 15,1 milliards de dollars pour s'établir à 390,0 milliards de dollars à la fin de septembre, la plus forte augmentation trimestrielle en cinq ans. Les étrangers ont augmenté leur position d'investissements directs au Canada, surtout à la suite d'acquisitions et du réinvestissement des bénéfices dans les filiales existantes.

Les investissements directs étrangers en provenance des États-Unis se sont élevés à 253,6 milliards de dollars, une hausse de 11,1 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

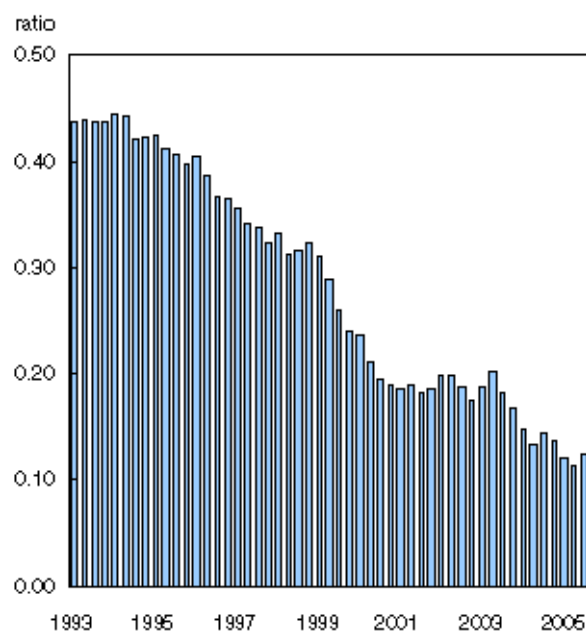
Les investisseurs étrangers ont vendu des titres d'emprunt durant le trimestre ce qui, joint à la progression du dollar canadien, a provoqué le plus fort recul trimestriel depuis le deuxième trimestre de 2003 des avoirs étrangers en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont reculé de 15,4 milliards de dollars pour atteindre 388,9 milliards de dollars. Pour la première fois depuis 2001, ces avoirs sont tombés sous la barre des 400 milliards de dollars. Suivant la même tendance, les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont diminué de 2,0 milliards de dollars pour se situer à 17,7 milliards de dollars, un creux historique de 18 ans.

Les avoirs étrangers en actions canadiennes ont progressé de 2,7 milliards de dollars pour atteindre un sommet de 112,0 milliards de dollars, après un repli au deuxième trimestre. L'indice composite S&P/TSX, qui représente le rendement du marché boursier canadien, a gagné plus de 11 % au cours du trimestre, sa plus forte hausse en quatre ans.

En dernier lieu, le passif-dépôts vis-à-vis les non-résidents a augmenté de 17,7 milliards de dollars pour atteindre 198,9 milliards de dollars, tandis que le passif-prêts vis-à-vis les non-résidents a diminué de 6,7 milliards de dollars pour s'établir à 41,3 milliards de dollars.

Passif international net du Canada par rapport au PIB



Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	450 253	443 568	445 063	452 840	462 283	452 110	403 444	445 063
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	51 882	52 377	57 471	62 949	67 916	74 537	45 137	57 471
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>55 081</i>	<i>56 859</i>	<i>61 941</i>	<i>67 528</i>	<i>74 792</i>	<i>80 556</i>	<i>48 293</i>	<i>61 941</i>
Actions étrangères	199 868	190 024	186 678	185 751	185 663	179 062	194 889	186 678
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>373 539</i>	<i>349 024</i>	<i>368 926</i>	<i>367 343</i>	<i>375 696</i>	<i>383 724</i>	<i>352 318</i>	<i>368 926</i>
Marché monétaire étranger	11 359	11 398	11 079	11 017	12 169	12 462	10 953	11 079
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>11 373</i>	<i>11 413</i>	<i>11 108</i>	<i>11 040</i>	<i>12 194</i>	<i>12 488</i>	<i>10 977</i>	<i>11 108</i>
Autres investissements								
Prêts	69 721	62 403	56 047	59 337	57 550	56 394	58 426	56 047
Provisions	-11 187	-11 006	-10 879	-10 805	-10 905	-10 652	-11 612	-10 879
Dépôts	119 976	108 076	112 460	120 113	126 047	134 954	109 877	112 460
Réserves internationales	46 349	44 652	40 315	43 072	41 769	38 459	45 690	40 315
Autres actifs	59 990	60 452	57 202	61 372	64 191	63 748	61 436	57 202
Total de l'actif								
à la valeur comptable	998 211	961 943	955 436	985 646	1 006 684	1 001 075	918 241	955 436
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 175 095</i>	<i>1 125 441</i>	<i>1 142 183</i>	<i>1 171 840</i>	<i>1 203 617</i>	<i>1 211 781</i>	<i>1 078 849</i>	<i>1 142 183</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	356 167	365 789	365 675	369 682	374 892	390 049	354 466	365 675
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	419 910	408 158	405 091	403 576	404 316	388 919	405 742	405 091
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>442 302</i>	<i>440 963</i>	<i>437 692</i>	<i>435 711</i>	<i>445 824</i>	<i>424 035</i>	<i>436 244</i>	<i>437 692</i>
Actions canadiennes	103 239	105 598	108 554	110 504	109 324	112 033	83 316	108 554
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>211 998</i>	<i>220 492</i>	<i>242 326</i>	<i>256 689</i>	<i>261 517</i>	<i>298 363</i>	<i>181 582</i>	<i>242 326</i>
Marché monétaire canadien	20 852	18 111	19 621	18 628	19 710	17 686	21 388	19 621
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>20 939</i>	<i>18 191</i>	<i>19 707</i>	<i>18 695</i>	<i>19 832</i>	<i>17 791</i>	<i>21 523</i>	<i>19 707</i>
Autres investissements								
Emprunts	54 074	42 876	39 743	46 758	47 972	41 282	54 504	39 743
Dépôts	191 379	185 607	175 970	175 243	181 225	198 911	183 139	175 970
Autres passifs	22 434	22 063	21 910	22 210	22 409	22 554	21 858	21 910
Total du passif								
à la valeur comptable	1 168 055	1 148 202	1 136 563	1 146 601	1 159 849	1 171 434	1 124 412	1 136 563
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 299 293</i>	<i>1 295 981</i>	<i>1 303 023</i>	<i>1 324 988</i>	<i>1 353 671</i>	<i>1 392 985</i>	<i>1 253 316</i>	<i>1 303 023</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-169 844	-186 258	-181 127	-160 955	-153 165	-170 359	-206 171	-181 127
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-124 198</i>	<i>-170 540</i>	<i>-160 840</i>	<i>-153 148</i>	<i>-150 054</i>	<i>-181 204</i>	<i>-174 467</i>	<i>-160 840</i>

Comptes du bilan national

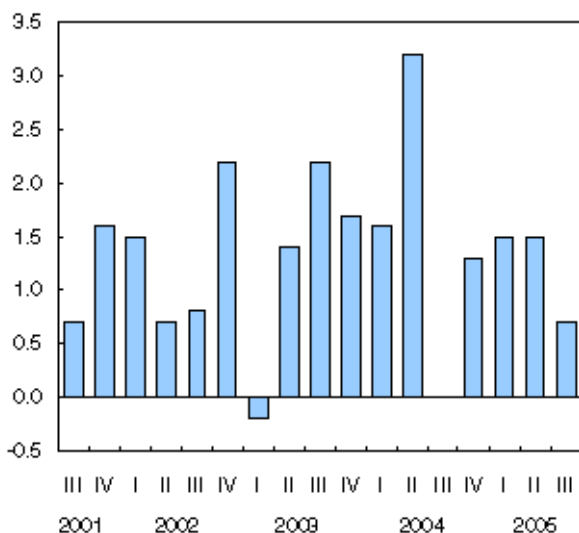
Troisième trimestre de 2005

La croissance de la valeur nette ralentit

La valeur nette nationale a atteint 4,4 billions de dollars à la fin du troisième trimestre, soit 135 500 \$ par habitant. L'augmentation de la valeur nette est attribuable à une hausse du patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie), qui a été compensée dans une large mesure par une augmentation de la dette extérieure nette. Par conséquent, la croissance de la valeur nette nationale a ralenti pour s'établir à 0,7 % au troisième trimestre, ce qui représente moins de la moitié du taux enregistré au trimestre précédent et une baisse par rapport à la moyenne (+1,5 %) affichée au cours des dix derniers trimestres.

La croissance de la valeur nette nationale ralentit

Variation en %, données non désaisonnalisées



La forte performance de l'économie au troisième trimestre s'est reflétée dans l'accélération qui s'est poursuivie de la croissance du patrimoine national (+1,3 %). Le marché de la revente des biens immobiliers résidentiels a continué de jouer un rôle de premier plan dans la croissance du patrimoine national, mais l'augmentation de

l'investissement en machines et matériel ainsi que de l'investissement en construction non résidentielle a également contribué de façon importante à la croissance au cours de ce trimestre.

La dette nette des Canadiens envers les non-résidents (les sommes dues aux non-résidents moins les actifs des Canadiens à l'étranger) a augmenté au troisième trimestre, après trois trimestres de baisse. La dette des Canadiens envers les non-résidents a augmenté sous l'effet d'importants flux d'investissements internes et de l'appréciation des actions négociables détenues par des étrangers. Toutefois, ces hausses ont été compensées en partie par des baisses des avoirs étrangers en titres d'emprunt canadiens. Les actifs canadiens à l'étranger ont enregistré une croissance très modeste attribuable à l'effet sur les avoirs en actions étrangères de l'appréciation significative du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain durant le trimestre ainsi qu'aux marchés boursiers relativement plus faibles aux États-Unis.

La valeur nette des ménages continue d'augmenter grâce aux actions et aux biens immobiliers résidentiels

Le taux d'épargne personnelle a été au-dessous de zéro durant le trimestre, comme au cours des deux trimestres précédents. Malgré ce taux d'épargne négatif, la valeur nette des ménages a progressé (+2,3 %) pour le troisième trimestre d'affilée.

La variation de la valeur nette des ménages était attribuable principalement à l'augmentation de la valeur marchande des actions. La hausse des marchés boursiers au Canada est venue accroître la valeur des actions détenues par les particuliers, des unités de fonds de placement et des avoirs de retraite. Ces hausses ont été atténuées quelque peu par l'effet de l'appréciation du dollar canadien sur les avoirs de titres libellés en dollars américains détenus par les régimes de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. La variation de la valeur nette des ménages a continué d'être attribuable de façon importante au renchérissement de la valeur des biens immobiliers résidentiels, en raison du prix du logement. L'augmentation des avoirs des ménages a cependant été amortie en partie par un passif plus important.

Note aux lecteurs

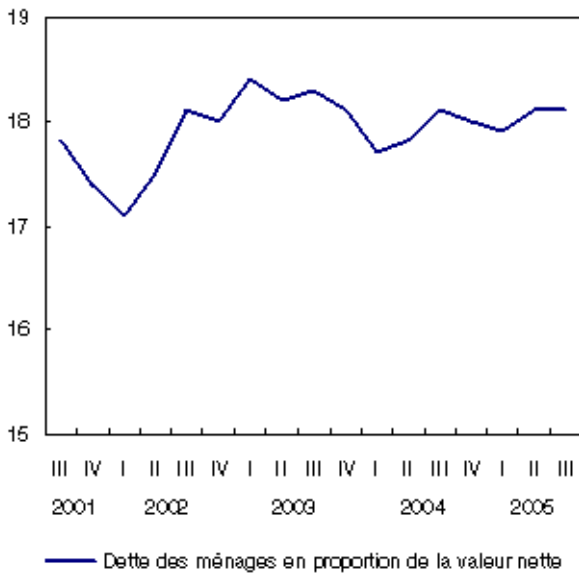
Les Comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers, soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles, de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990.

On dispose d'estimations établies selon la valeur au marché depuis juin 2004. Pour de plus amples renseignements, consulter *Estimations du bilan à la valeur marchande*. (www.stacan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/conceptual/2004marketvalue_f.htm).

Les ménages ont continué d'augmenter leur dette au chapitre de la consommation et des hypothèques, grâce à des taux d'intérêt toujours peu élevés. La croissance de la dette totale des ménages a continué d'être supérieure à celle du revenu personnel disponible. Ainsi, le ratio d'endettement est passé de 107,8 % au deuxième trimestre à 108,0 % au troisième trimestre. Les ménages canadiens ont environ 1,08 \$ de dette pour chaque dollar de revenu disponible. Toutefois, étant donné la forte croissance de la valeur nette des ménages, le ratio de la dette des ménages par rapport à leur valeur nette est demeuré stable, soit à 18,1 % durant le trimestre.

La dette des ménages en pourcentage de leur valeur nette

En % de la valeur nette, données non désaisonnalisées



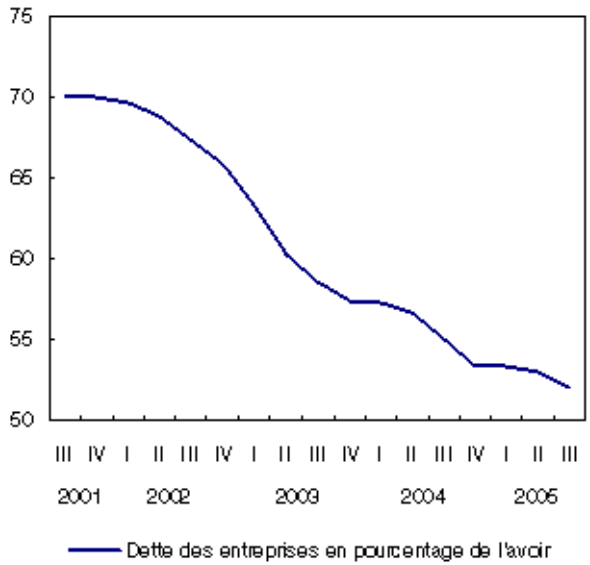
L'endettement des sociétés diminue

Les sociétés ont continué de tirer plus de fonds de leurs opérations internes qu'elles n'en avaient besoin pour financer leurs acquisitions d'actifs non financiers. Cette série d'excédents entraînés par les bénéfices explique que ce secteur ait été un prêteur net de fonds au reste de l'économie et que les sociétés aient en outre utilisé ces fonds pour restructurer leurs bilans, principalement en ayant remboursé leurs emprunts.

Pour les sociétés non financières, le ratio d'endettement (à la valeur comptable) a poursuivi au cours de ce trimestre sa longue tendance à la baisse. Cette régression était attribuable dans une large mesure à une nouvelle augmentation des bénéfices non répartis, conjuguée à une réévaluation à la baisse des emprunts-obligations libellés en dollars américains.

Les dettes des sociétés en pourcentage de l'avoir

En % de l'avoir, données non désaisonnalisées



Le ratio de la dette des administrations publiques au produit intérieur brut (PIB) est à son point le plus bas des vingt dernières années

La dette nette des administrations publiques (le total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) a baissé, ce secteur ayant enregistré un autre excédent au troisième trimestre. La dette nette des administrations publiques, exprimée en pourcentage du PIB, a encore diminué pour atteindre son point le plus bas des vingt dernières années, la dette nette ayant représenté environ la moitié du PIB.

Comptes du bilan national[1]

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	4 293 <i>2,1</i>	4 341 <i>1,1</i>	4 386 <i>1,0</i>	4 443 <i>1,3</i>	4 506 <i>1,4</i>	4 566 <i>1,3</i>	4 153 <i>4,6</i>	4 386 <i>5,6</i>
Dettes nettes extérieures	-124 <i>...</i>	-170 <i>...</i>	-161 <i>...</i>	-153 <i>...</i>	-150 <i>...</i>	-181 <i>...</i>	-174 <i>...</i>	-161 <i>...</i>
Valeur nette nationale	4 169 <i>3,2</i>	4 170 <i>0,0</i>	4 225 <i>1,3</i>	4 290 <i>1,5</i>	4 356 <i>1,5</i>	4 385 <i>0,7</i>	3 979 <i>5,2</i>	4 225 <i>6,2</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	130 500 <i>2,8</i>	130 200 <i>-0,2</i>	131 700 <i>1,2</i>	133 300 <i>1,2</i>	135 000 <i>1,3</i>	135 500 <i>0,4</i>	125 200 <i>4,2</i>	131 700 <i>5,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national, valeur marchande

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	13 387 385	13 499 765	13 758 425	14 035 201	14 323 985	14 637 813	12 810 692	13 758 425
Actifs non financiers	4 292 782	4 340 565	4 386 039	4 443 089	4 505 952	4 565 634	4 153 483	4 386 039
Immeubles résidentiels	1 172 206	1 191 166	1 204 005	1 220 190	1 239 137	1 259 569	1 113 011	1 204 005
Construction non résidentielle	1 024 940	1 035 690	1 045 854	1 058 176	1 067 493	1 079 551	1 010 436	1 045 854
Machines et matériel	412 034	412 924	414 394	416 036	418 749	425 220	407 558	414 394
Biens de consommation durables	351 105	351 961	360 073	360 618	366 341	370 600	345 833	360 073
Stocks	190 634	198 459	198 332	205 775	205 876	210 519	190 613	198 332
Terrains	1 141 863	1 150 365	1 163 381	1 182 294	1 208 356	1 220 175	1 086 032	1 163 381
Actifs financiers nets	-124 112	-170 462	-160 751	-153 080	-149 931	-181 098	-174 329	-160 751
Actifs financiers	9 094 603	9 159 200	9 372 386	9 592 112	9 818 033	10 072 179	8 657 209	9 372 386
Réserves officielles	46 349	44 653	40 314	43 072	41 769	38 459	45 689	40 314
Or et devises étrangères	40 768	39 530	35 204	38 137	37 631	34 973	39 615	35 204
Position de réserve au FMI	4 448	4 035	3 999	3 827	3 044	2 439	4 988	3 999
Droits de tirage spéciaux	1 133	1 088	1 111	1 108	1 094	1 047	1 086	1 111
Argent et dépôts bancaires	736 946	748 316	768 021	791 872	825 971	830 212	698 232	768 021
Autres dépôts	184 597	187 244	190 916	193 221	196 727	198 683	179 943	190 916
Devises et dépôts étrangers	95 874	91 630	91 809	84 585	88 824	100 127	89 082	91 809
Crédit à la consommation	232 727	238 581	243 883	246 066	254 130	260 110	223 549	243 883
Comptes à recevoir	232 281	230 810	231 056	236 011	237 235	241 539	226 154	231 056
Prêts bancaires	189 259	191 083	191 363	195 923	199 122	199 993	175 890	191 363
Autres prêts	197 256	199 459	205 421	205 375	207 342	207 064	191 253	205 421
Effets à court terme, Canada	108 085	108 852	110 759	122 886	116 345	116 848	108 420	110 759
Autres effets à court terme	155 938	152 173	150 174	149 667	157 270	163 993	161 896	150 174
Hypothèques	653 697	665 394	674 495	682 667	697 023	714 614	633 179	674 495
Obligations fédérales	284 998	275 955	271 203	278 415	280 269	277 985	291 115	271 203
(dont les OÉC)	21 208	21 063	19 462	19 080	18 860	18 651	20 468	19 462
Obligations provinciales	285 090	297 475	306 557	312 013	323 080	323 176	272 350	306 557
Obligations municipales	36 687	37 315	37 965	37 944	39 364	39 127	35 052	37 965
Autres obligations	305 071	316 678	325 646	338 893	362 409	374 911	296 391	325 646
Assurances-vie et rentes	1 094 412	1 103 720	1 129 545	1 145 269	1 169 446	1 199 989	1 050 370	1 129 545
Créances, entreprises privées	1 132 311	1 131 120	1 136 285	1 158 278	1 173 196	1 195 976	1 045 040	1 136 285
Créances, administrations publiques	192 022	189 661	184 782	187 516	187 170	184 806	182 661	184 782
Actions	1 729 117	1 755 748	1 845 372	1 904 640	1 957 760	2 078 452	1 616 135	1 845 372
Investissements étrangers	450 514	427 714	448 799	456 230	475 007	487 783	425 170	448 799
Autres éléments de l'actif	751 372	765 619	788 021	821 569	828 574	838 332	709 638	788 021
Passif et valeur nette	13 387 385	13 499 765	13 758 425	14 035 201	14 323 985	14 637 813	12 810 692	13 758 425
Passif	9 218 715	9 329 662	9 533 137	9 745 192	9 967 964	10 253 277	8 831 538	9 533 137
Argent et dépôts bancaires	752 438	764 613	784 249	806 908	838 944	842 814	712 462	784 249
Autres dépôts	184 597	187 244	190 916	193 221	196 727	198 683	179 943	190 916
Devises et dépôts étrangers	100 211	100 780	97 679	87 944	91 186	106 217	100 917	97 679
Crédit à la consommation	232 727	238 581	243 883	246 066	254 130	260 110	223 549	243 883
Comptes à payer	232 289	233 741	234 408	237 786	237 701	244 445	227 727	234 408
Emprunts bancaires	164 101	165 237	165 623	169 287	173 187	172 759	154 913	165 623
Autres emprunts	198 484	196 849	201 619	204 230	205 421	206 471	196 580	201 619
Effets à court terme, Canada	116 791	115 921	118 787	131 062	124 756	124 832	118 941	118 787
Autres effets à court terme	167 296	162 479	161 072	159 680	167 368	172 918	171 625	161 072
Hypothèques	654 060	665 745	674 846	683 018	697 375	714 965	633 535	674 846
Obligations fédérales	349 555	339 964	330 880	336 444	336 151	332 661	355 312	330 880
(dont les OÉC)	21 208	21 063	19 462	19 080	18 860	18 651	20 468	19 462
Obligations provinciales	411 602	422 032	432 694	439 999	455 629	446 279	404 443	432 694
Obligations municipales	40 168	40 938	41 691	41 498	43 130	42 941	38 317	41 691
Autres obligations	544 139	556 624	565 719	576 438	607 710	609 059	524 780	565 719
Assurances-vie et rentes	1 094 412	1 103 720	1 129 545	1 145 269	1 169 446	1 199 989	1 050 370	1 129 545
Créances, entreprises privées	456 082	451 622	442 718	448 768	450 027	470 122	443 682	442 718
Créances, administrations publiques	192 022	189 661	184 782	187 516	187 170	184 806	182 661	184 782
Actions	2 576 808	2 630 545	2 743 952	2 826 639	2 899 480	3 087 834	2 395 199	2 743 952
Autres éléments du passif	750 933	763 366	788 074	823 419	832 426	835 372	716 582	788 074
Valeur nette	4 168 670	4 170 103	4 225 288	4 290 009	4 356 021	4 384 536	3 979 154	4 225 288

Tableau sommaire du marché du crédit

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	880 433	896 315	909 453	920 037	940 646	959 389	852 741	909 453
Crédit à la consommation	232 727	238 581	243 883	246 066	254 130	260 110	223 549	243 883
Emprunts bancaires	34 908	34 666	34 896	36 600	36 551	36 916	33 306	34 896
Autres emprunts	72 489	72 522	73 002	73 873	74 107	73 971	71 415	73 002
Hypothèques	540 309	550 546	557 672	563 498	575 858	588 392	524 471	557 672
Sociétés privées non financières	565 310	561 850	559 098	569 321	578 078	581 306	545 185	559 098
Emprunts bancaires	110 638	112 598	113 301	113 001	115 644	115 526	106 069	113 301
Autres emprunts	75 082	72 933	72 612	73 651	73 471	71 747	77 407	72 612
Autres effets à court terme	39 575	39 595	38 351	43 477	42 674	47 128	36 092	38 351
Hypothèques	104 432	105 901	107 475	109 526	111 295	114 287	101 254	107 475
Obligations	235 583	230 823	227 379	229 666	234 994	232 618	224 363	227 359
Entreprises publiques non financières	65 181	64 702	64 506	64 025	65 573	64 673	65 599	64 506
Emprunts bancaires	2 949	2 702	2 936	3 095	2 972	2 969	2 748	2 936
Autres emprunts	5 718	6 168	6 213	6 316	6 548	6 547	5 945	6 213
Autres effets à court terme	7 169	6 785	5 843	5 195	5 134	5 664	7 002	5 843
Hypothèques	97	97	97	96	98	100	99	97
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	47 079	46 802	47 001	46 940	48 373	46 980	48 028	47 001
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 048	2 027	2 295	2 262	2 327	2 292	1 656	2 295
Administration fédérale	427 432	419 903	410 612	426 400	417 699	413 544	430 411	410 612
Emprunts bancaires	100	100	100	101	101	101	103	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	116 791	115 921	118 787	131 062	124 756	124 832	118 941	118 787
Obligations fédérales	310 541	303 882	291 725	295 237	292 842	288 611	311 367	291 725
Obligations d'épargne du Canada	21 208	21 063	19 462	19 080	18 860	18 651	20 468	19 462
Autres obligations	289 333	282 819	272 263	276 157	273 982	269 960	290 899	272 263
Autres paliers d'administration publique	391 093	395 662	401 499	402 559	410 450	402 459	378 671	401 499
Emprunts bancaires	3 863	3 856	3 873	3 871	3 697	3 320	4 339	3 873
Autres emprunts	12 079	12 610	12 840	12 920	13 022	13 224	11 398	12 840
Autres effets à court terme	22 797	19 682	18 398	12 436	13 812	10 719	21 066	18 398
Hypothèques	2 045	2 045	2 045	2 033	2 033	2 033	2 054	2 045
Obligations provinciales	310 122	316 903	323 519	330 446	336 381	331 378	300 892	323 519
Obligations municipales	38 334	38 707	38 959	38 982	39 628	39 902	37 081	38 959
Autres obligations	1 853	1 859	1 865	1 871	1 877	1 883	1 841	1 865
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 329 449	2 338 432	2 345 168	2 382 342	2 412 446	2 421 371	2 272 607	2 345 168
Crédit à la consommation	232 727	238 581	243 883	246 066	254 130	260 110	223 549	243 883
Emprunts bancaire	152 458	153 922	155 106	156 668	158 965	158 832	146 565	155 106
Autres emprunts	165 368	164 233	164 667	166 760	167 148	165 489	166 165	164 667
Effets à court terme, Canada	116 791	115 921	118 787	131 062	124 756	124 832	118 941	118 787
Autres effets à court terme	69 541	66 062	62 592	61 108	61 620	63 511	64 160	62 592
Hypothèques	646 883	658 589	667 289	675 153	689 284	704 812	627 878	667 289
Obligations	945 681	941 124	932 844	945 525	956 543	943 785	925 349	932 844
Non-résidents	60 036	59 425	58 363	58 808	58 800	57 449	54 595	58 363
Emprunts bancaires	25 158	25 846	25 740	26 636	25 935	27 234	20 977	25 740
Autres emprunts	34 878	33 579	32 623	32 172	32 865	30 215	33 618	32 623
Hypothèques	0	0	...	0	0	0	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 389 485	2 397 857	2 403 531	2 441 150	2 471 246	2 478 820	2 327 202	2 403 531
Institutions financières canadiennes	437 732	443 677	460 217	472 458	497 720	513 955	412 703	460 217
Emprunts bancaires	11 643	11 315	10 517	12 619	14 222	13 927	8 348	10 517
Autres emprunts	33 116	32 616	36 952	37 470	38 273	40 982	30 415	36 952
Autres effets à court terme	97 755	96 417	98 480	98 572	105 748	109 407	107 465	98 480
Hypothèques	7 177	7 156	7 557	7 865	8 091	10 153	5 657	7 557
Obligations	288 041	296 173	306 711	315 932	331 386	339 486	260 818	306 711
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 827 217	2 841 534	2 863 748	2 913 608	2 968 966	2 992 775	2 739 905	2 863 748
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	119 073	120 875	114 003	113 980	111 665	110 875	138 672	114 003
Entreprises non financières	74 709	75 085	74 502	74 269	75 507	76 582	73 298	74 502
Administrations publiques	198 371	204 038	203 392	214 713	223 353	225 766	189 900	203 392
Non-résidents	467 758	448 023	445 112	444 547	445 796	427 507	456 994	445 112
Institutions financières canadiennes	1 992 397	2 018 429	2 051 317	2 090 661	2 136 889	2 176 197	1 906 279	2 051 317